

CRÉER DE LA VALEUR ET RENFORCER
LA SOUVERAINETÉ SANITAIRE

La nouvelle stratégie de l'industrie pharmaceutique

Après avoir franchi une étape décisive en matière de couverture des besoins nationaux en médicaments, l'industrie pharmaceutique algérienne est désormais appelée à engager une mutation plus profonde. À l'occasion du Salon des produits de recherche innovants issus des Programmes nationaux de recherche (PNR), les pouvoirs publics ont clairement affiché leur volonté d'inscrire le secteur dans une nouvelle dynamique, fondée non plus seulement sur la quantité produite, mais sur la création de valeur, l'innovation technologique et la consolidation durable de la souveraineté sanitaire. P 3



INSERTION DES BÉNÉFICIAIRES
DE L'ALLOCATION CHÔMAGE
DANS LE MARCHÉ DU TRAVAIL

**Le ministre souligne
l'importance de la
formation**

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Abdelhak Saihi, a réaffirmé l'impératif d'orienter les bénéficiaires de l'allocation chômage vers des cursus de formation qualitatifs, en vue de renforcer leurs compétences et d'améliorer durablement leurs chances d'insertion sur le marché du travail. Cette orientation stratégique s'inscrit dans une démarche globale visant à transformer l'allocation chômage en un véritable levier d'employabilité et d'intégration socioéconomique.

P 2

LIGNE FERROVIAIRE BECHAR-
BENI ABBES-TINDOUF-GARA
DJEBILET

**Un des symboles
majeurs des réalisations
nationales**

La ligne ferroviaire minière ouest reliant Bechar, Beni-Abbes, Tindouf et Gara Djebilet, sur une distance de 950 km, qui est entièrement achevée, représente l'un des symboles majeurs des réalisations nationales dans le domaine des grandes infrastructures de base.

P 3

ASSOCIATION
NATIONALE « CLUB
ENERGY »

**L'application de l'IA
dans l'énergie et
l'économie en débat**

L'Association nationale « Club Energy » a organisé, hier à Alger, une table ronde consacrée à la « Genèse et l'application de l'intelligence artificielle dans l'énergie et l'économie en général : le cas de l'Algérie ». Une rencontre qui a réuni experts, universitaires et professionnels autour d'un thème désormais central dans les dynamiques de transformation économique et technologique.

P 5

INDUSTRIE AUTOMOBILE

**Le 1^{er} salon international
«Mechanica Al Djazair»
du 10 au 12 février à Oran** P 2

JIJEL

**Un porte-conteneurs
géant accoste au port
de Djen Djen** P 4

EN PRÉVISION
DU MOIS DE RAMADHAN

**Des mesures pratiques pour
protéger le pouvoir d'achat
des citoyens** P 16

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Le 1er salon international "Mechanica Al Djazair" du 10 au 12 février à Oran

La première édition du salon international "Mechanica Al Djazair", dédié à l'industrie automobile, à la sous-traitance et aux pièces de rechange, se tiendra du 10 au 12 février 2026 au Centre des conventions d'Oran, selon un communiqué des organisateurs.

Organisé par l'agence "Eventrad", sous le haut patronage du ministère de l'Industrie, en partenariat avec l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) et le Conseil de la rénovation économique, ainsi que la bourse de sous-traitance d'Oran, ce salon verra la participation d'acteurs de premier plan du secteur, notamment Stellantis Algérie, Cherry, Jetour, Tirsam et Emin-Auto, ainsi que de nombreuses entreprises spécialisées dans la fabrication de véhicules, les pièces automobiles et la sous-traitance industrielle, a-t-on précisé de même source.

Des fabricants nationaux d'équipements et de composants, à l'image de Fabcom dans les batteries et Iris dans les pneus, seront également présents, illustrant la diversité et la structuration progressive des chaînes d'approvisionnement locales, a-t-on noté.

Le salon se distingue par une forte représentation des producteurs de pièces détachées et des opérateurs de la sous-traitance industrielle, avec pour objectif de renforcer l'intégration industrielle et de promouvoir la production nationale, a-t-on fait savoir, ajoutant que cette démarche s'inscrit dans la stratégie visant à réduire les importations, accroître le taux d'intégration locale et soutenir l'émergence d'un tissu industriel compétitif.

"Organisé en collaboration avec des institutions nationales, le salon revêt une dimension institutionnelle marquée, traduisant l'intérêt des pouvoirs publics pour le développement de l'industrie automobile, considérée comme un secteur stratégique pour la diversification de l'économie nationale et l'attractivité de l'investissement", a-t-on souligné.

APS

INSERTION DES BÉNÉFICIAIRES DE L'ALLOCATION CHÔMAGE DANS LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Le ministre souligne l'importance de la formation

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Abdelhak Saihi, a réaffirmé l'impératif d'orienter les bénéficiaires de l'allocation chômage vers des cursus de formation qualitatifs, en vue de renforcer leurs compétences et d'améliorer durablement leurs chances d'insertion sur le marché du travail. Cette orientation stratégique s'inscrit dans une démarche globale visant à transformer l'allocation chômage en un véritable levier d'employabilité et d'intégration socioéconomique.

Par Réda Hadi

Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une réunion tenue jeudi et consacrée à l'examen du décret exécutif fixant les conditions, les modalités d'octroi ainsi que le montant de l'allocation chômage. Lors de cette rencontre, le ministre a insisté sur la nécessité de dépasser la simple logique d'assistance financière, en mettant l'accent sur l'accompagnement actif des bénéficiaires à travers des parcours de formation adaptés aux besoins du marché de l'emploi. À ce titre, M. Saihi a salué la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, prise lors du Conseil des ministres du 30 novembre 2025, d'augmenter le montant de l'allocation chômage de 15.000 à 18.000 dinars. Selon le ministre, cette mesure traduit l'attention particulière accordée par les plus hautes autorités du pays à la jeunesse, ainsi que leur volonté de renforcer les mécanismes de soutien social tout en favorisant l'insertion professionnelle.

« Cette décision reflète une vision claire visant à améliorer les conditions de vie des

jeunes sans emploi, tout en leur offrant de réelles perspectives d'intégration économique », a souligné le ministre, précisant que le nouveau décret exécutif s'inscrit dans la continuité de cette approche, en renforçant les chances d'insertion effective des bénéficiaires sur le marché du travail. Dans cette optique, le ministre a mis l'accent sur l'orientation des bénéficiaires vers des cursus de formation qualitatifs, sanctionnés par des diplômes reconnus, susceptibles de répondre aux exigences des différents secteurs d'activité. Il a également insisté sur l'importance de renforcer la coordination entre le secteur de l'emploi et celui de la formation et de l'enseignement professionnels, notamment à travers la mise en place d'une plateforme numérique dédiée. Cette plateforme vise à faciliter l'orientation des bénéficiaires vers des formations pertinentes, adaptées à leurs profils et aux besoins réels de l'économie nationale.

Par ailleurs, M. Saihi a souligné la nécessité d'un accompagnement continu des jeunes bénéficiaires de l'allocation chômage, depuis leur inscription jusqu'à l'obtention

d'un emploi stable. Cet accompagnement doit se poursuivre même après l'achèvement des cursus de formation, afin de garantir une insertion professionnelle effective et durable, tout en renforçant la contribution de cette catégorie au développement économique du pays.

Le ministre a également appelé à accélérer la cadence de traitement des dossiers, en particulier pour permettre aux nouveaux demandeurs de bénéficier rapidement de l'allocation chômage. Il a, à cet effet, insisté sur la mise à jour des rendez-vous, le renforcement de la numérisation et la transparence du dispositif, ainsi que la simplification des procédures d'inscription et de prise en charge des nouvelles demandes. Selon le communiqué du ministère, cette réunion s'inscrit dans la volonté du secteur d'assurer une mise en œuvre effective du nouveau décret exécutif, afin d'atteindre ses objectifs socioéconomiques. Elle illustre également l'orientation de l'État en faveur du soutien aux jeunes et de la création de conditions favorables à leur accès à des emplois stables, contribuant ainsi à une croissance inclusive et durable.

TEXTILE ET HABITS

Ouverture à Alger du salon des marques internationales Made in DZ

Un salon des marques mondiales fabriquées en Algérie (International Brands Exhibition Made in DZ), s'est ouvert, avant-hier à Alger, avec la participation de plusieurs entreprises internationales et nationales activant dans ce domaine et organisé sous le patronage du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations.

L'ouverture de cette manifestation a été supervisée par le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig, et de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du mar-

ché national, Mme Amel Abdelatif, en présence du directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), M. Omar Rekkache, du directeur général des douanes, le général-major Abdelhafidh Bekhouche, ainsi que des ministres de l'Industrie et des Sports. A cette occasion, les deux ministres ont visité les différents stands du salon, où ils se sont enquis de modèles de produits des marques mondiales fabriqués localement, des capacités des entreprises nationales dans le domaine de la production suivant les normes internationales, ainsi que des expériences réussies

dans la production locale des marques commerciales internationales en Algérie. L'organisation de ce salon, qui s'étale sur deux jours, s'inscrit dans le cadre de la concrétisation de la stratégie nationale visant la localisation des marques mondiales et le renforcement des capacités de la production nationale, de manière à permettre la commercialisation de ces produits sur le marché local et la promotion des exportations, notamment vers les marchés africains, soulignent les organisateurs.

Le Salon connaît également une participation remarquable de

marques et de produits textiles nationaux, qui présentent leurs collections de vêtements diversifiés et d'accessoires destinés aux différentes catégories, âges et goûts. Cet événement économique constitue, par ailleurs, un espace professionnel pour l'échange d'expertises et la mise en avant des potentiels industriels dont recèle l'Algérie, ainsi que des opportunités d'investissement disponibles dans le domaine des industries manufacturières, du textile et du cuir, contribuant ainsi à la création de la valeur ajoutée et au renforcement de la compétitivité du produit national.

COMMERCE INTÉRIEUR/RAMADHAN 2026

Le ministère lance une campagne de sensibilisation sur la rationalisation de la consommation

Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a annoncé, jeudi dans un communiqué, le lancement d'une campagne de sensibilisation sur la rationalisation de la consommation, en prévision du mois

de Ramadhan. Organisée sous les slogans "La disponibilité des produits est garantie... la rationalisation de la consommation est votre choix" et "Le Ramadhan est un mois sacré, n'en faites pas une

course au gaspillage", cette campagne prévoit un programme de sensibilisation complet, avec des spots médiatiques, des publications et des activités sur le terrain, et ce en coordination avec les différents acteurs, ajoute la même source.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse 01, rue Bachir Attar Sidi M'hamed Alger email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42 Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ovargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz

CRÉER DE LA VALEUR ET RENFORCER LA SOUVERAINETÉ SANITAIRE

La nouvelle stratégie de l'industrie pharmaceutique

Après avoir franchi une étape décisive en matière de couverture des besoins nationaux en médicaments, l'industrie pharmaceutique algérienne est désormais appelée à engager une mutation plus profonde. À l'occasion du Salon des produits de recherche innovants issus des Programmes nationaux de recherche (PNR), les pouvoirs publics ont clairement affiché leur volonté d'inscrire le secteur dans une nouvelle dynamique, fondée non plus seulement sur la quantité produite, mais sur la création de valeur, l'innovation technologique et la consolidation durable de la souveraineté sanitaire.

Par Selma Rachid

Intervenant en marge de cet événement, le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a estimé que ce rendez-vous scientifique illustre « la volonté de l'État de faire de la recherche et de l'innovation le socle de la stratégie nationale de développement économique et de souveraineté dans les secteurs stratégiques ». Pour le ministre, la transformation du secteur ne peut se concevoir sans une articulation étroite entre l'université, les laboratoires de recherche, les institutions publiques et les opérateurs économiques, un modèle de coopération devenu indispensable face aux mutations rapides de l'industrie pharmaceutique mondiale. Ces dernières années, l'Algérie a enregistré des avancées significatives. Les capacités de production se sont renforcées, les unités industrielles se sont diversifiées et leur implantation s'est étendue à l'ensemble du territoire national. Résultat : la production locale couvre aujourd'hui plus de 82 % des besoins nationaux en médicaments, toutes classes thérapeutiques confondues. Un niveau qui place l'Algérie parmi les pays disposant d'une base industrielle pharmaceutique solide et reconnue, y compris par des organisations internationales de référence telles que l'Organisation mondiale de la santé. « Ce résultat est le fruit d'un effort collectif associant l'État, les opérateurs économiques, les cadres du secteur et les chercheurs », a souligné Ouacim Kouidri. Mais ce bilan, aussi encourageant soit-il, ne

saurait constituer une fin en soi. Le ministre a tenu à rappeler que cette performance repose encore largement sur la fabrication de médicaments sous leur forme finale, qu'ils soient originaux, génériques ou biosimilaires. « Nous avons assuré une prise en charge efficace du patient, mais le défi majeur aujourd'hui est celui de la valeur ajoutée réelle », a-t-il expliqué, en droite ligne avec la vision stratégique impulsée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. C'est précisément dans cette perspective que le passage de l'autosuffisance quantitative à l'innovation qualitative prend tout son sens. Selon Ouacim Kouidri, les produits de recherche issus des PNR constituent le levier central de cette transformation. « C'est à travers la recherche nationale que nous passerons du simple fait de produire à celui de concevoir, de développer et d'innover », a-t-il affirmé, insistant sur le rôle clé de l'université algérienne et des laboratoires de recherche comme réservoirs d'idées et de projets à fort potentiel industriel et sanitaire. Le discours ministériel n'a pas éludé les fragilités persistantes du secteur. La dépendance aux importations, notamment pour les matières premières pharmaceutiques, les intrants de production et les dispositifs médicaux, continue de peser lourdement sur l'économie nationale. Pour le ministre, la souveraineté pharmaceutique ne peut être pleinement atteinte sans une augmentation significative du taux d'intégration locale, condition essentielle pour réduire la vulnérabilité du système productif. Dans cette optique,

les priorités sont clairement identifiées : développer la recherche dans les médicaments biotechnologiques, en particulier ceux destinés au traitement des cancers et des maladies rares, maîtriser les technologies de fabrication des principes actifs et des excipients, et renforcer l'ensemble de la chaîne de valeur pharmaceutique. « Notre objectif est clair : passer de l'importation de la technologie à sa localisation, puis à son développement sur le sol national », a martelé Ouacim Kouidri. S'inspirant des trajectoires internationales, le ministre a rappelé que les grandes puissances pharmaceutiques ont bâti leur leadership en investissant massivement dans la recherche, les brevets et la valorisation des innovations issues des universités et des start-up. Une démarche que l'Algérie entend adapter à son propre contexte, en misant sur ce qu'il considère comme sa principale richesse : le capital humain. « Nos jeunes chercheurs et nos compétences nationales sont au cœur de cette transformation », a-t-il insisté. Enfin, le ministère de l'Industrie pharmaceutique a réaffirmé sa disponibilité à accompagner les projets de recherche à fort potentiel industriel, à soutenir les entreprises innovantes, notamment les start-up et les micro-entreprises, et à encourager les programmes de transfert de technologie. Pour le ministre, l'équation est désormais posée sans ambiguïté : « L'avenir de l'industrie pharmaceutique algérienne se jouera dans les laboratoires autant que dans les usines ».

S. R.

LIGNE FERROVIAIRE BECHAR-BENI ABBES-TINDOUF-GARA DJEBILET

Un des symboles majeurs des réalisations nationales

La ligne ferroviaire minière ouest reliant Bechar, Beni-Abbes, Tindouf et Gara Djebilet, sur une distance de 950 km, qui est entièrement achevée, représente l'un des symboles majeurs des réalisations nationales dans le domaine des grandes infrastructures de base.

Ce vaste projet ferroviaire, réalisé en un temps record de moins de 24 mois, a su surmonter les défis imposés par l'environnement saharien des régions traversées, a indiqué, samedi, le directeur général de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), Az-zeddine Fridi, principal maître de l'ouvrage du projet.

Cet ambitieux chantier a nécessité de relever des défis logistiques et techniques complexes, aussi bien en ce qui concerne les travaux de base que les ouvrages d'art et l'organisation des chantiers, selon le premier responsable de l'ANESRIF.

Ce projet gigantesque s'est distingué par l'ampleur exceptionnelle des travaux de terrassement, où des volumes impressionnants de remblais, déblais et nivellements ont atteint plus de 75 millions de m3, a-t-il expliqué.

Ces travaux ont été cruciaux pour préparer la plateforme destinée au tracé ferroviaire, garantissant une stabilité géotechnique optimale et la capacité de supporter les lourdes charges par les trains, tout en respectant des normes rigoureuses en matière de sécurité et d'exploitation, a expliqué, pour sa part, le directeur central de la communication de l'agence, Abdelkader Mazzar.

Cette nouvelle ligne ferroviaire du Sud-ouest

du pays s'est également distinguée par la construction de 45 ponts ferroviaires totalisant une longueur de 20 km, parmi lesquels le pont traversant l'Oued Daoura. Ce dernier, avec ses 4,11 km, est l'un des ouvrages d'arts ferroviaires les plus imposants et les plus longs d'Algérie et d'Afrique, selon les explications fournies par le responsable central de la communication à l'ANESRIF.

Par ailleurs, 50 passages routiers et 1.439 structures hydrauliques pour le drainage des eaux ont également été réalisés dans le cadre de ce mégaprojet, a-t-il signalé.

Ces infrastructures solides offriront, à long terme, la fiabilité et la durabilité requises pour faire face aux contraintes climatiques sévères de la région du Sud-ouest du pays, a ajouté le responsable.

En complément, sept (7) nouvelles gares ferroviaires, situées à Abadla, Hammaguir, Hassi Khebi, Tabelbella, Oum Lassel, Tindouf et Gara Djebilet, ont été réalisées avec une conception architecturale exceptionnelle, a-t-il souligné.

De plus, 28 unités d'intersection ont été réalisées pour remplir des fonctions logistiques spécifiques, notamment optimiser la circulation des trains, fournir des prestations de services techniques modernes et renforcer le transport des minerais, des voyageurs et marchandises de et vers les régions du Sud-ouest du pays, a-t-il poursuivi.

La concrétisation de ce projet ambitieux a impliqué une mobilisation sans précédent des ressources nationales.

Pas moins de 20 entreprises, sociétés et bureaux d'études nationaux spécialisés y ont activement participé, assurant une maîtrise

technique précise et répondant aux standards de qualité exigés pour des réalisations d'une telle ampleur, a indiqué M. Mazzar, soulignant que ce projet est divisé en trois sections, dont la première section Bechar-Hammaguir, passant par Abadla sur 200 km, a été réalisée par des entreprises publiques telles que Cosider-Travaux Publics, Seror-Est, EN-GOA, Cosider-Ouvrages d'Arts, EPTP-Alger, EPTP-Bechar et Infracrail.

La seconde section, reliant Tindouf à Oum Lassel sur une distance de 175 km, a également été prise en charge par des entreprises publiques, dont SEROR, Infracrail, SAPTA, Infracfer, GCB et SNTP. Enfin, la troisième section longue de 575 km reliant Hammaguir à Oum Lassel, Tindouf et Gara Djebilet a été confiée à un partenariat entre le groupe chinois CRCC et Cosider-Travaux Publics.

Selon les informations techniques de ce mégaprojet, cette nouvelle infrastructure constitue une référence en matière de réalisation de projets ferroviaires lourds en Algérie. Elle représente également une pièce maîtresse pour soutenir les grands projets miniers et consolider l'efficacité du réseau national de transport à moyen et long termes.

Dès sa mise en exploitation officielle, prochainement, il est prévu qu'un total quotidien de 24 trains minéraliers circuleront dans les deux sens sur cette ligne, en plus de deux trains de marchandises capables d'atteindre une vitesse de 80 km/h, ainsi que deux trains de voyageurs roulant à une vitesse maximale de 160 km/h, qui viendront compléter le trafic ferroviaire sur cette nouvelle ligne, selon les mêmes sources.

R E/APS

START-UP

L'université invitée à ouvrir ses portes au secteur privé

Par S. R.

L'université algérienne est appelée à franchir une nouvelle étape dans son évolution.

Après s'être progressivement ouverte à l'entrepreneuriat étudiant, elle est désormais invitée à accueillir plus largement le secteur privé et les start-up, afin de jouer un rôle direct dans la construction de l'économie de la connaissance. Ce virage stratégique a été réaffirmé à l'occasion de la première édition du Salon des produits des Programmes nationaux de recherche, organisée au pôle technologique Abdelhafidhaddaden de Sidi Abdellah, à Alger.

À travers cette orientation, l'université est appelée à sortir d'un rôle strictement académique pour devenir un acteur central de la transformation économique. En rapprochant la recherche, l'innovation et l'entreprise, les pouvoirs publics entendent poser les bases d'un écosystème intégré dans lequel le savoir produit au sein des universités se traduit en valeur ajoutée, en emplois et en solutions technologiques au service du développement du pays. C'est dans ce contexte que les ministères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ainsi que de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, ont procédé au lancement d'un regroupement de start-up au sein même du pôle technologique de Sidi Abdellah. Cette expérience pilote est appelée à être généralisée, à terme, à l'ensemble des universités du pays. L'objectif affiché est de transformer les pôles scientifiques et technologiques en véritables pôles économiques, capables de contribuer concrètement à l'émergence d'un nouveau modèle de croissance fondé sur la connaissance et la technologie, conformément aux orientations du président de la République.

Intervenant lors de l'ouverture du salon, le ministre de l'Économie de la connaissance, Noureddine Ouadah, a estimé que « l'université algérienne a déjà franchi un pas important en s'ouvrant à l'entrepreneuriat, mais il est désormais temps qu'elle ouvre ses portes au secteur privé ».

Selon lui, cette ouverture doit permettre aux acteurs économiques d'apporter leur contribution à l'intérieur même du campus universitaire, en interaction directe avec les enseignants, les chercheurs et les étudiants. Dans cette perspective, le ministre a annoncé que les start-up pourront disposer de leurs sièges sociaux au sein des universités. Une mesure destinée à rapprocher l'entreprise du savoir et à favoriser la maturation rapide des projets innovants. « La proximité entre l'étudiant, le chercheur et l'entrepreneur est un facteur déterminant pour transformer une idée de recherche en solution économique viable », a souligné Noureddine Ouadah, précisant que l'expérience engagée à Sidi Abdellah sera reproduite dans d'autres établissements universitaires.

ELECTRICITÉ ET GAZ:
L’Algérie parmi peu
de pays africains à
assurer une couverture
proche de 100%

L’Algérie figure parmi peu de pays africains ayant atteint un taux d'accès à l'électricité et au gaz proche de 100%, grâce à des politiques publiques "fortes" et à des infrastructures énergétiques solides, a indiqué la Commission africaine de l'énergie (AFREC) dans un rapport.

"L'Algérie a maintenu un taux de couverture de 100 % d'accès à l'énergie, malgré la croissance démographique, principalement grâce à ses infrastructures énergétiques bien établies et aux subventions publiques soutenues. La chaîne d'approvisionnement en énergie bien développée et l'engagement du gouvernement algérien ont permis aux nouveaux ménages de s'intégrer sans heurts dans les systèmes énergétiques modernes", a souligné l'agence de l'Union africaine (UA) dans ce document consacré à la réalisation de l'objectif de développement durable n 7 (ODD).

Le rapport a mis en exergue les réalisations notables de l'Algérie en matière d'accès à l'électricité et au gaz naturel, considérés comme éléments essentiels et des leviers clés du développement durable, de la croissance économique et de l'amélioration de la qualité de vie.

A l'échelle de l'Afrique du Nord, l'Algérie se distingue par rapport aux pays voisins en affichant un taux d'accès à l'électricité pratiquement de 100% et de plus de 90% des besoins des ménages en matière de cuisson propre, grâce à "des programmes de subventions bien structurés et à un réseau de distribution performant", a fait savoir l'AFREC.

Concernant les énergies renouvelables, l'AFREC salue les avancées réalisées par l'Algérie, tout en soulignant les défis liés à l'augmentation de la part des renouvelables et à la réduction de la dépendance aux combustibles fossiles.

A l'échelle continentale, par ailleurs, le taux d'électrification de l'Afrique a atteint 61%, laissant toutefois près de 563 millions de personnes, principalement dans les zones rurales et périurbaines, toujours privées d'électricité, notamment en Afrique de l'Est, de l'Ouest et en Afrique centrale, où seuls 28 % de la population ont accès à l'électricité, note le rapport.

L'accès à des solutions de cuisson propres demeure également un défi majeur pour les pays africains, avec seulement 35% de la population bénéficiant de telles technologies, alors que plus de 940 millions de personnes dépendent de combustibles polluants.

L'AFREC a souligné aussi la difficulté d'accès au financement, qui reste "un obstacle majeur" à la réalisation de l'objectif d'une énergie moderne et durable pour tous en Afrique, estimant à 50 milliards de dollars les investissements annuels nécessaires pour atteindre l'accès universel à l'électricité d'ici 2030 et à environ 4 milliards de dollars par an pour les modes de cuisson propres.

Elle a appelé dans ce sillage à une mobilisation accrue des investissements, notamment à travers des partenariats public-privé solides, afin de combler le déficit de financement.

APS

Plusieurs médias américains et grands centres de recherche ont mis en relief le projet du gisement de l'acier de Gara Djebilet, en Algérie. Ils le qualifient de géant mondial émergent du fer. Longtemps considéré comme un « Sleeping Giant » (géant endormi), le gisement restait inexploité pendant près de 70 ans. Ces mêmes sources estiment que la réussite de l'Algérie dans le raccordement de ce gigantesque gisement au réseau ferroviaire national constitue « l'une des décisions économiques les plus audacieuses du pays », destinée à rompre avec ce qu'elles décrivent comme la « malédiction du pétrole ». L'agence Bloomberg souligne que l'Algérie n'est désormais plus seulement une station-service de l'Europe, mais qu'elle se transforme en acteur minier majeur à l'échelle mondiale. Selon l'agence, la mise en service de la ligne ferroviaire Tindouf-Béchar représente un véritable changement de règles du jeu en Afrique du Nord, ouvrant la voie à l'exportation de surplus de production de fer et d'acier.

« L’Algérie redessine discrètement le marché mondial du fer »

De son côté, le Wall Street Journal écrit : « Alors que le monde se concentre sur la transition énergétique, l'Algérie redessine discrètement le marché mondial du fer. Le projet de Gara Djebilet offre au pays un avantage compétitif majeur face à l'Europe, grâce à sa proximité géographique et à des coûts de transport réduits, susceptibles de concurrencer les fournisseurs traditionnels d'Amérique du Sud. »

Le journal The Monitor estime, quant à lui, que :« L'Algérie ne construit pas seulement une ligne ferroviaire, elle s'impose comme un hub industriel stratégique pour la Méditerranée et l'Afrique, défiant les chaînes d'approvisionnement traditionnelles du fer en exploitant l'un des plus grands gisements au monde. »

La revue Forbes qualifie le projet de Gara Djebilet de l'un des investissements miniers les plus ambitieux du XXI^e siècle sur le continent africain, le décrivant comme « un investissement souverain intelligent » capable de transformer des ressources naturelles longtemps inexploitées en flux financiers durables, réduisant ainsi l'exposition de l'économie algérienne aux fluctuations des prix du pétrole.

Enfin, la plateforme spécialisée Energy Capital souligne que ce projet stratégique pourrait repositionner durablement l'Algérie sur l'échiquier industriel mondial, en tant que fournisseur clé de matières premières essentielles à l'industrie lourde et à la transition économique régionale.

MINISTÈRE DE
L'ÉDUCATION
NATIONALE

Réduction de la
durée de formation
des enseignants de
six à trois mois

La Direction générale des ressources humaines et de la formation (DGRHF) du ministère de l'Éducation nationale a annoncé, jeudi, la réduction de la durée de formation pré et post intégration, de six (6) à trois (3) mois, à condition de veiller au respect et à la redistribution du volume horaire total de la formation.

« Sur la base de la correspondance de la Direction générale de la fonction publique et de la réforme administrative (DGFPPA) n 936, du 28 janvier 2026, stipulant l'autorisation à titre exceptionnel de la réduction de la durée de formation pré et post intégration, de six (6) à trois (3) mois, à condition de veiller au respect et à la redistribution du volume horaire total de la formation, la Direction de la formation décide d'organiser la période de formation théorique pendant la période allant du 7 février au 7 mars 2026, tandis que la formation pratique se déroulera au niveau des établissements où les enseignants concernés exercent", a précisé jeudi la DGFPPA dans un communiqué.

"En attendant l'élaboration de la nouvelle version du programme de formation, la Direction de la formation informe les fonctionnaires concernés qu'aucune séance de formation n'est programmée le samedi 31 janvier 2026", ajoute le communiqué.

APS

PRESSE AMÉRICAINE

L’Algérie s’impose comme une
puissance montante de l’acier

ment de règles du jeu en Afrique du Nord, ouvrant la voie à l'exportation de surplus de production de fer et d'acier.

« L’Algérie redessine discrètement le marché mondial du fer »

De son côté, le Wall Street Journal écrit : « Alors que le monde se concentre sur la transition énergétique, l'Algérie redessine discrètement le marché mondial du fer. Le projet de Gara Djebilet offre au pays un avantage compétitif majeur face à l'Europe, grâce à sa proximité géographique et à des coûts de transport réduits, susceptibles de concurrencer les fournisseurs traditionnels d'Amérique du Sud. »

Le journal The Monitor estime, quant à lui, que :« L'Algérie ne construit pas seulement une ligne ferroviaire, elle s'impose comme un hub industriel stratégique pour la Méditerranée et l'Afrique, défiant les chaînes d'approvisionnement traditionnelles du fer en exploitant l'un des plus grands gisements au monde. »

La revue Forbes qualifie le projet de Gara Djebilet de l'un des investissements miniers les plus ambitieux du XXI^e siècle sur le continent africain, le décrivant comme « un investissement souverain intelligent » capable de transformer des ressources naturelles longtemps inexploitées en flux financiers durables, réduisant ainsi l'exposition de l'économie algérienne aux fluctuations des prix du pétrole.

Enfin, la plateforme spécialisée Energy Capital souligne que ce projet stratégique pourrait repositionner durablement l'Algérie sur l'échiquier industriel mondial, en tant que fournisseur clé de matières premières essentielles à l'industrie lourde et à la transition économique régionale.

ENTREPRENEURIAT

Ouadah reçoit le SG adjoint de l’ONU
pour examiner les opportunités de coopération

étapes importantes franchises par le secteur, grâce à la mobilisation de la ressource humaine, particulièrement les jeunes, et les nouveaux mécanismes mis en place pour promouvoir l'écosystème des start-up, tels que le renforcement du cadre juridique et le recours intégral aux services numériques.

M. Ouadah a mis en lumière la Conférence africaine des start-up qu'abrite l'Algérie depuis son lancement en 2022, étant le plus grand événement technologique du continent africain, affirmant que la vision actuelle s'articule autour de l'accès des start-up aux marchés mondiaux à partir du marché africain prometteur.

Pour sa part, M. Claver Gatete a fait partie de la volonté de l'organisation de coopération avec l'Algérie dans le développement des start-up et des

micro-entreprises et de les accompagner à toutes les étapes, saluant l'expérience algérienne qui constitue un modèle à suivre en matière d'orientation franche vers la diversification de l'économie et la promotion de l'entrepreneuriat.

Les deux parties ont convenu de l'importance de l'échange d'expériences entre les pays africains pour faire face aux défis actuels et assurer une croissance rapide et durable, soulignant que l'expérience algérienne constitue un modèle inspirant pour les pays africains, grâce à un appui politique fort, un cadre juridique incitatif, une infrastructure numérique, outre un financement adéquat, et que la coopération africaine en matière d'innovation et de technologie est nécessaire pour réaliser le saut qualitatif dont le continent a besoin.

Agence

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 29 جانفي 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 29 Janvier 2026

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²				
DA / Kg		دج / كلف				
Produits	معدل	أعلى	أدنى	المنتجات		
	Moyenne	Maximum	Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	67	75	59	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	91	108	74	الطماطم	
	Oignon sec	71	80	63	البصل الجاف	
	Ail sec	796	874	717	الثوم الجاف	
	Carotte	95	107	84	الجزر	
	Navet	103	115	91	اللفت	
	Choux fleur	80	91	69	قرنبيط	
	Choux	85	96	75	الكرب	
	Courgette	126	141	111	الكوسة	
	Haricot vert	340	368	312	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	148	163	134	الخس	
Fruits frais	Clémentine	182	220	145	كليمنتين	فواكه طازجة
	Mandarine	177	210	144	المندرين	
	Orange	145	184	106	البرتقال	
	Citron	148	174	123	الليمون	
	Pomme locale	395	479	311	التفاح المحلي	
	Datte	518	656	380	التمر	
	Banane	483	503	462	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1926	2063	1788	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	336	349	324	الدجاج	
	Œufs (Unité)	20	22	19	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	88	حليب البقر (لتر)	

DERNIÈRE COMPOSITION DE DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Cote	Overture	Culture	Vir %	Board Manual %	Board Annual %	gr	Rend Net %	Volumes transigés	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	381.00	340.00	+4.20	4.41	-10.00	6.00	10.14	2820	871 120.00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400.00	1400.00	0.00	0.00	-0.82	0.00	0.88	1020	1 428 000.00
GHOFIARM	DIG	2 201.00	NC	0.00	0.00	2.25	6.00	0.40	0	0.00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPIA	2 201.00	2207.00	0.00	-0.00	1.20	10.00	0.44	9000	20 000 702.00
EGH El Aouni	ALJH	360.00	NC	0.00	0.00	-7.50	4.10	-	0	0.00
BAIDAL	BAI	420.00	NC	0.00	0.00	4.20	0.07	0.00	0	0.00

ASSOCIATION NATIONALE « CLUB ENERGY »

L'application de l'IA dans l'énergie et l'économie en débat

L'Association nationale « Club Energy » a organisé, hier à Alger, une table ronde consacrée à la « Genèse et l'application de l'intelligence artificielle dans l'énergie et l'économie en général : le cas de l'Algérie ». Une rencontre qui a réuni experts, universitaires et professionnels autour d'un thème désormais central dans les dynamiques de transformation économique et technologique.

Par Zahir Radji

Dans son allocution d'ouverture, le président du Club Énergie, Daoud Sahbi, a souligné l'importance de cette rencontre, précisant que cette table ronde, la première de l'année 2026, s'inscrit dans une démarche pédagogique assumée. Selon les organisateurs, il ne s'agit pas seulement d'un débat, mais d'un véritable parcours de compréhension de l'intelligence artificielle, animé par des experts algériens de haut niveau, afin de dépasser les idées reçues et d'aborder l'IA comme un phénomène déjà profondément ancré dans les réalités économiques et industrielles. Longtemps cantonnée au champ académique, l'intelligence artificielle s'est imposée, en l'espace de quelques années, comme un levier stratégique de transformation économique, industrielle et sociale. Elle modifie en profondeur les modes de production, de gestion, de prévision et de prise de décision, aussi bien dans les économies avancées que dans les pays émergents. Dans le secteur de l'énergie, elle intervient désormais sur l'ensemble de la chaîne de valeur, de l'optimisation des réseaux aux énergies alternatives, tout en irriguant des secteurs aussi variés que la finance, l'in-

dustrie, l'agriculture, les transports, la santé et l'administration publique. Pour l'Algérie, ces mutations représentent à la fois un défi majeur et une opportunité historique. Un défi, car l'adoption maîtrisée de l'IA suppose des investissements importants dans les données, les infrastructures numériques, les compétences humaines et les cadres réglementaires. Mais aussi une opportunité stratégique pour renforcer la performance économique, la résilience du système productif et la souveraineté technologique dans un contexte mondial incertain. La table ronde s'est voulue un espace de réflexion et de concertation autour de plusieurs axes clés, notamment la genèse et l'évolution de l'intelligence artificielle à l'échelle mondiale, ses applications concrètes dans l'énergie et l'économie, ainsi que les conditions nécessaires à une adoption réussie et éthiquement maîtrisée. La première communication a été consacrée aux fondements scientifiques de l'intelligence artificielle. Animée par le professeur Yousef Saad, enseignant distingué à la faculté des sciences et de l'ingénierie de l'Université du Minnesota, cette intervention a retracé l'évolution de l'IA, depuis les approches symboliques jusqu'à l'essor du numérique, du data mining, des réseaux de neurones et, plus récemment, des

modèles génératifs et des transformateurs. Le conférencier a mis en évidence le rôle déterminant de trois facteurs dans l'accélération de l'IA : la disponibilité massive des données, les progrès du matériel informatique, notamment les GPU, et l'amélioration continue des méthodes algorithmiques. Le professeur Saad a également attiré l'attention sur les impacts énergétiques de cette révolution technologique, soulignant que si l'intelligence artificielle constitue un outil puissant d'optimisation et d'aide à la décision, elle demeure fortement consommatrice d'énergie, posant ainsi de nouveaux défis en matière de durabilité. La deuxième communication a porté sur les applications opérationnelles de l'intelligence artificielle dans l'énergie et les autres secteurs économiques. Le docteur Abderrahmane Seridji, expert praticien et spécialiste en IA, a mis en lumière les conditions d'utilisation de l'IA dans des domaines concrets tels que l'industrie, l'agriculture et les services, en insistant sur les prérequis technologiques, organisationnels et humains nécessaires à son déploiement efficace. Pour lui, adopter l'IA, c'est renforcer la souveraineté énergétique et piloter la transition avec lucidité et efficacité. Au passage, il a cité l'exemple des compagnies qui maîtrisent la donnée :

elles maîtriseront la compétitivité énergétique des 20 prochaines années. Concernant l'Algérie, le Dr Abderrahmane Seridji a indiqué que l'IA doit être au cœur des besoins du pays, en affirmant que l'IA n'est pas une technologie pour remplacer l'humain, mais pour l'aider, le soulager et lui faire gagner du temps. « L'IA n'est pas une question de futur lointain, c'est une question de souveraineté, d'efficacité et de développement aujourd'hui. Pour l'Algérie, l'enjeu n'est pas d'imiter, mais de choisir intelligemment », conclut-il. Enfin, la troisième communication a été consacrée au cas algérien. Le docteur Ali Kahlan, expert et analyste des processus de numérisation en Algérie, a abordé les défis liés à la mise en place d'écosystèmes numériques nationaux, à la digitalisation des secteurs public et privé, ainsi qu'aux contraintes structurelles à lever pour permettre une intégration réelle de l'intelligence artificielle dans le tissu économique national. En somme, cette table ronde marque le point de départ d'un cycle de réflexion stratégique sur l'intelligence artificielle en Algérie, à un moment où la maîtrise de cette technologie apparaît plus que jamais comme un facteur clé de compétitivité, de souveraineté et de développement durable.

L'EXPERT INTERNATIONAL EN INFORMATIQUE, ALI KAHLANE, L'A SOULIGNÉ « L'IA, un instrument industriel stratégique incontournable »

Par Zahir R.

Alors que l'Algérie s'engage dans une transition numérique ambitieuse, l'intelligence artificielle apparaît à la fois comme un levier stratégique et un défi majeur. Lors d'une table ronde du « Club Energy » placée sous le thème : « Genèse et application de l'intelligence artificielle (IA) dans l'énergie et l'économie en général : le cas de l'Algérie », l'expert international en informatique, Ali Kahlane, a livré une lecture détaillée et sans concession de la trajectoire algérienne en matière d'IA. Il a notamment mis en lumière à la fois les avancées structurelles enregistrées ces dernières années et les défis majeurs qui restent à relever pour faire de l'IA un véritable levier de souveraineté économique. Pour l'intervenant, l'Algérie n'a pas découvert récemment l'intelligence artificielle. Toutefois, c'est à partir de 2019 qu'une approche structurée a été engagée, avec l'élaboration du Plan stratégique algérien de la recherche, de l'innovation et de l'intelligence artificielle, publié en 2020. Ce plan a permis la création de plusieurs écoles nationales supérieures spécialisées, notamment l'École nationale supérieure de l'intelligence artificielle, l'École nationale supérieure des mathématiques, l'École des technologies avancées, l'École des sciences de la nano et des nanotechnologies, ainsi que l'École nationale supérieure de cybersécurité. Ces établissements constituent aujourd'hui l'ossature du capital humain de demain. Cette dynamique s'est renforcée en 2024

avec l'adoption de la Stratégie nationale de l'intelligence artificielle, pilotée par le Conseil national de l'IA, suivie en mai 2025 par la publication officielle de la Stratégie nationale de transformation numérique. Pour Ali Kahlane, ces deux documents traduisent une volonté politique claire d'inscrire l'Algérie dans une transition numérique accélérée et structurée. Sur le plan économique, l'expert a rappelé que l'intelligence artificielle n'est plus un simple outil expérimental, mais un instrument industriel stratégique incontournable, notamment dans le secteur de l'énergie. Les gains sont déjà mesurables : amélioration de 15 % de la précision dans l'exploration et la production grâce à l'IA appliquée à la sismique, réduction de près de 30 % des émissions dans certains processus industriels, automatisation avancée de la sécurité et de la détection des anomalies. Dans le domaine de la transition énergétique, Ali Kahlane a insisté sur le fait que l'IA est un accélérateur, mais elle ne peut se substituer aux politiques publiques. Utilisée de manière intelligente, elle permet néanmoins d'augmenter l'efficacité des fermes solaires de 20 à 25 %, de générer des économies directes pouvant atteindre 30 % et d'optimiser la gestion énergétique des infrastructures critiques, notamment les centres de données. Ces derniers constituent, selon lui, l'un des défis les plus sensibles à venir. À l'ère de l'IA générative, il n'est plus possible de concevoir un data center sans intégrer dès le départ sa consommation énergétique. Un centre de données de niveau intermé-

diaire peut consommer jusqu'à 80 gigawatts par an. Sans pilotage par l'IA, cette consommation devient difficilement maîtrisable, alors qu'avec l'IA, près de 80 % des opérations peuvent être automatisées, laissant à l'humain un rôle de supervision et de contrôle. Ali Kahlane a également mis en perspective les enjeux macroéconomiques. À l'échelle mondiale, l'IA pourrait générer jusqu'à 7 000 milliards de dollars de valeur ajoutée. Pour l'Afrique, le potentiel est estimé à 1 200 milliards de dollars. En Algérie, l'objectif affiché d'atteindre 7 % de contribution du numérique au PIB, contre environ 2,5 % actuellement, relève du défi, mais demeure atteignable au regard des investissements engagés, dont un premier effort de 11 millions de dollars consacré aux infrastructures et aux capacités de calcul. Les secteurs d'application prioritaires sont clairement identifiés : la finance, avec la détection de la fraude et l'automatisation des décisions ; l'agriculture, où l'IA permet d'augmenter les rendements de 20 à 35 % grâce à l'irrigation intelligente et aux algorithmes prédictifs ; et la santé, avec l'aide au diagnostic, la personnalisation des soins et le développement de la télé médecine, appelée à franchir un cap avec l'arrivée de la 5G. L'expert a également mis en avant l'émergence progressive d'un écosystème de start-up algériennes spécialisées dans l'IA, notamment dans l'énergie, la fintech, la healthtech, l'agritech et les solutions B2B. À ce jour, une cinquantaine de start-up labellisées opèrent dans les domaines liés à l'énergie, avec un potentiel encore large-

ment sous-exploité. Des outils de financement comme l'ASF et le fonds INOV constituent, selon lui, des leviers structurants, à condition d'être accompagnés par un marché national plus dynamique. Parmi les cas concrets cités figure la solution algérienne ENTP-Eyes, plateforme d'analyse vidéo intelligente appliquée à la sécurité industrielle, qui permet des gains de productivité de 30 à 35 %, une réduction des émissions jusqu'à 28 % et une prise de décision en temps réel. Autre exemple emblématique, la start-up Yassir, qui compte aujourd'hui près de 8 millions d'utilisateurs, s'appuie massivement sur l'IA pour l'optimisation des trajets, la tarification dynamique et la détection de la fraude. Malgré ces avancées, Ali Kahlane alerte sur des fragilités persistantes. Le déficit en compétences reste important : l'Algérie formerait environ 15 000 profils numériques par an, alors que les besoins en spécialistes de l'IA dépassent largement ce chiffre. À cela s'ajoute une fuite des talents estimée entre 40 et 60 %, des lacunes en gouvernance des données et des risques accrus en matière de cybersécurité, notamment les attaques de type phishing. Pour l'expert, la réponse ne peut être que structurelle : investissement massif dans le capital humain, formation continue, reconversion professionnelle et renforcement de la gouvernance numérique. L'intelligence artificielle, conclut-il, n'est ni une mode ni une menace passagère, mais une transformation profonde et durable.

BATNA

Vers la réception de 1.500 logements en 2026

Plus de 1.500 logements pertinents des différentes formules d'habitat devraient être réceptionnés au cours de l'année 2026 dans la wilaya de Batna, a indiqué, jeudi, le wali, Riadh Benahmed. Le chef de l'exécutif local a ajouté, dans une déclaration à la presse à l'issue d'une visite d'inspection de projets de développement dans les communes de Batna, d'El Madher et d'Oued Chaâba, que des "efforts soutenus sont actuellement déployés pour réceptionner ces logements dans les mois à venir en vue de leur distribution à l'occasion des fêtes nationales de l'Indépendance (5 juillet) et du déclenchement de la Révolution (1er novembre)".

M. Benahmed a rappelé, à cette occasion, que 19 listes de bénéficiaires de 2.302 logements publics locatifs ont été affichées dans plusieurs communes, en attendant la publication, dans les tout prochains jours, des listes des dairas de Merouana et Ain Touta.

Au cours de sa tournée, le wali de Batna a inspecté, dans la commune d'El Madher, les travaux de construction d'un silo à grains d'une capacité d'un million de quintaux, avant de s'enquérir, dans la commune d'Oued Chaâba, de l'avancement des chantiers de réalisation d'un lycée et d'une école primaire au pôle urbain de Hamla 3.

Au chef-lieu de wilaya, le wali a inspecté les travaux de réaménagement des jardins du 1er novembre et de la cité des 1.200 logements, en cours d'exécution dans le cadre d'une importante action de réhabilitation des principaux espaces publics et jardins de la ville de Batna. Agence

DJANET

Plusieurs projets dans les secteurs de l'éducation et de la jeunesse en chantier

Une série de projets de développement pertinents des secteurs de l'éducation, et de la jeunesse et des sports sont en cours de réalisation dans la commune de Djanez afin d'améliorer les conditions de scolarisation et d'offrir des espaces adaptés à la pratique des activités juvéniles et sportives, à-on informé des services de la wilaya. Parmi ces projets figurent la réalisation de cantines scolaires pour les écoles primaires Larbi Tébesi et Benahmed Benzerdjeb, ainsi que l'extension de certains établissements éducatifs, ce qui permettra d'augmenter la capacité d'accueil et de résoudre le problème de surtaxe des classes. Par ailleurs, des travaux de réhabilitation et de pose de la pelouse artificielle sont en cours au niveau du stade communal, dans le cadre d'un programme de renforcement des infrastructures sportives et de la jeunesse de la commune. Lors d'une récente visite d'inspection, le wali de Djanez, M'hamed Moumen, a exhorté les entreprises réalisatrices à accélérer le rythme des chantiers, tout en respectant les délais et la qualité exigée pour la concrétisation de ces projets. R.R.

CONSTANTINE

Le Salon international des industries agroalimentaires illustre la diversité de la production nationale

Le Salon international des industries agroalimentaires, organisé au complexe culturel Ahmed-Bey de Constantine, s'impose comme une vitrine de choix pour la production nationale. Cet événement économique majeur met en évidence la diversité, la qualité et l'abondance des denrées alimentaires de grande consommation disponibles sur le marché national, notamment à l'approche du mois sacré de Ramadhan, période marquée par une forte demande des ménages.

Synthèse Rédaction régionale

Inauguré mercredi par le wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, en présence du secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Issam Bedrissi, le Salon connaît une affluence remarquable, aussi bien de la part des citoyens que des professionnels du secteur. Une dynamique qui reflète l'intérêt croissant des consommateurs pour les produits nationaux et la confiance de plus en plus affirmée dans leur qualité et leur capacité à répondre aux besoins du marché. S'exprimant à cette occasion, la directrice de wilaya du Commerce par intérim, Mme Nabila Zebeiri, a souligné que ce type de manifestations économiques contribue efficacement à rapprocher le producteur du consommateur. Selon elle, ces espaces d'échange favorisent la promotion du « produit algérien » et encouragent sa

consommation, tout en valorisant le savoir-faire national dans le domaine des industries agroalimentaires. Cette édition du Salon réunit près de 25 exposants issus de plusieurs wilayas du pays. Ils représentent des entreprises productrices et actives dans diverses branches de l'agroalimentaire. Les visiteurs peuvent ainsi découvrir une large gamme de produits, allant des denrées de base aux produits transformés, en passant par des produits semi-finis, illustrant la capacité de production et de transformation du tissu industriel national. Au-delà de l'exposition et de la commercialisation, le Salon constitue également un espace privilégié pour le développement des relations professionnelles entre opérateurs économiques. Mme Zebeiri a indiqué que l'événement offre de réelles opportunités de partenariats et s'inscrit dans une dynamique d'accompagnement des efforts

d'exportation, à travers la promotion des capacités productives nationales et l'incitation des entreprises à explorer les marchés extérieurs. Prévu pour se clôturer samedi prochain, le Salon s'inscrit dans le cadre des actions visant à assurer un approvisionnement régulier et suffisant du marché national en produits de large consommation, particulièrement à l'approche de Ramadhan. Une démarche qui contribue à la stabilité des prix et à la préservation du pouvoir d'achat des citoyens. Enfin, la responsable a assuré que les services de la direction du commerce poursuivront leur accompagnement des opérateurs économiques et leur soutien à ce type d'initiatives, qui participent au renforcement de la production nationale, au développement des industries agroalimentaires et à la consolidation de la présence du produit algérien sur les marchés nationaux et internationaux.

TEXTILE ET HABITUDES

Ouverture à Alger du salon des marques internationales Made in DZ

Un salon des marques mondiales fabriquées en Algérie, s'est ouvert, vendredi à Alger, avec la participation de plusieurs entreprises internationales et nationales activant dans ce domaine et organisées sous le patronage du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. L'ouverture de cette manifestation a été supervisée par le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig, et de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Mme Amel Abdelatif, en présence du directeur gé-

néral de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), M. Omar Rekkache, du directeur général des douanes, le général-major Abdelhafidh Bekhouche, ainsi que des ministres de l'Industrie et des Du sport. A cette occasion, les deux ministres ont visité les différents stands du salon, où ils se sont enquis de modèles de produits des marques mondiales fabriqués localement, des capacités des entreprises nationales dans le domaine de la production suivant les normes internationales, ainsi que des expériences réussies dans la production locale

des marques commerciales internationales en Algérie. L'organisation de ce salon, qui s'étale sur deux jours, s'inscrit dans le cadre de la concrétisation de la stratégie nationale visant la localisation des marques mondiales et le renforcement des capacités de la production nationale, de manière à permettre la commercialisation de ces produits sur le marché local et la promotion des exportations, notamment vers les marchés africains, soulignant les organisateurs. Le Salon connaît également une participation remarquable de marques et de produits textiles na-

tionaux, qui présentent leurs collections de vêtements diversifiés et d'accessoires destinés aux différentes catégories, âges et goûts. Cet événement économique constitue, par ailleurs, un espace professionnel pour l'échange d'expertises et la mise en avant des industriels potentiels dont recèle l'Algérie, ainsi que des opportunités d'investissement disponibles dans le domaine des industries manufacturières, du textile et du cuir, contribuant ainsi à la création de la valeur ajoutée et au renforcement de la compétitivité du produit national. APS

JIJEL

Le plus grand porte-conteneurs à avoir jamais mouillé dans un port algérien accoste au port de Djen Djen

Un porte-conteneurs géant, le plus grand à avoir jamais mouillé dans un port algérien, a accosté, dans la nuit de jeudi à vendredi, au port de Djen Djen, à Jijel, selon un communiqué publié par l'Entreprise portuaire. Le document précise que le port de Jijel a "accueilli, dans la nuit de jeudi à vendredi, Istanbul Bridge, le plus grand porte-conteneurs à avoir accosté dans un port algérien". Le communiqué ajoute que l'accostage de ce na-

vire de 294m de long "reflète l'importance stratégique croissante de ce port au niveau régional", et administre une preuve que l'enceinte portuaire de Djen Djen est fin prête, en termes d'infrastructure, de profondeur d'eau à quai et de capacités humaines et techniques, à accueillir des navires géants et de répondre aux normes internationales en matière de transport maritime". "L'accostage du "Pont d'Istanbul" renforce également la position du port de Jijel en tant que hub lo-

gistique prometteur dans le bassin méditerranéen, et soutient l'orientation de l'Algérie s'agissant du développement des ports, de l'amélioration des chaînes d'approvisionnement et du soutien du commerce national et international", conclut le communiqué de l'Entreprise portuaire de Jijel. Pour rappel, le port de Jijel avait déjà accueilli, en avril 2022, un autre navire de taille imposante, le « Super Panamax », long de 292m.

Rédaction/APS

BLIDA

La polyclinique de Bougara renforcée par des équipements modernes

La polyclinique "Ahmed Ayad" de Bougara (à l'est de Blida), relevant de l'Etablissement public de santé de proximité de Larbaa, a été renforcée par un nouvel appareil de radiologie numérique ainsi que d'une ambulance médicalisée, à-on avisé jeudi auprès des responsables de l'établissement. Cette dotation s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de la qualité des prestations

sanitaires, le nouvel équipement permettant d'obtenir des images médicales numériques précises, facilitant le diagnostic, accélérant la prise en charge des patients et améliorant l'archivage des données médicales. Son acquisition permettra également d'éviter aux malades des déplacements vers d'autres structures pour les examens radiologiques.

La même polyclinique a, par ailleurs, été équipée d'un stabilisateur et régulateur de tension électrique afin de protéger les équipements médicaux des risques de coupures de courant, et d'assurer la continuité du service. D'autre part, l'établissement sanitaire a retenu d'une deuxième ambulance médicalisée, destinée à renforcer la prise en charge des patients.

Les États-Unis sont un empire affaibli et dangereux

2^e partie et fin

L'enlèvement du président vénézuélien Nicolás Maduro est un acte brutal d'agression trumpienne. Et pourtant, il illustre également la faiblesse des dirigeants américains, qui cherchent à verrouiller leur contrôle de l'hémisphère occidental.

Par Nathan Akehurst (*)

C'est moins une question de frontière qu'un sentiment plus général de menace stratégique. Le contrôle de l'immigration est devenu un sujet central, parce que c'est l'un des rares points d'accord en matière de politique étrangère dans un gouvernement qui n'a pas de vision stratégique partagée et qui oscille entre différentes tentatives pour concilier ses ambitions fantasques et une réduction frappante de ses capacités matérielles.

Ambiguïté stratégique

L'approche de Trump en matière de stratégie internationale semble contenir deux éléments clés.

Le premier est une accélération de l'approche adoptée pendant l'ère George W. Bush, qui consiste à envoyer de petites unités composée de personnel hautement qualifié mener des interventions juridiques, politiques et militaires en contournant les institutions. Dans le cas du Venezuela, cela a conduit à une série d'exécutions extrajudiciaires en haute mer, condamnées comme crimes de guerre par diverses personnalités. Le second est une dynamique qui rappelle celle des rois qui laissaient leurs courtisans se disputer sur la stratégie à adopter afin que la meilleure option puisse émerger grâce à une forme de sélection darwinienne. Dans le cas du Venezuela, cela semble avoir conduit à une confluence d'intérêts autour d'un centre de gravité caribéen. Les faucons de l'immigration y ont vu une occasion d'intensifier les expulsions massives vers un Venezuela post-intervention, les observateurs du marché du pétrole y ont vu une source de profit et de sécurité énergétique, et les idéologues y ont vu une bonne occasion de se débarrasser d'une épine plantée de longue date dans leur pied. Pour Trump, c'est l'occasion de faire ce que Karl Rove aurait pu appeler « créer notre propre réalité », c'est-à-dire mettre en place les conditions permettant à Washington de faire ce qu'il veut, où il veut et quand il veut. La concordance commode sur le Venezuela cache une profonde désunion entre les camps. Il reste une tendance qui s'oppose véritablement au « mondialisme » considéré comme une arrogance libérale et qui partage certaines positions avec la gauche anti-guerre en estimant que prôner « America First » (L'Amérique d'abord) signifie se retirer des « guerres éternelles. » D'autres camps, plus largement représentés, sont animés par le désir de se concentrer sur une région particulière plutôt qu'une autre. Parmi les exemples les plus évidents, citons les faucons latino-américains, ceux qui sont fermement déterminés à armer Israël et à détruire l'Iran, et ceux qui se sont affrontés au sujet de la Russie. Certes, les méthodes d'Elbridge Colby ont contrarié les membres de l'administration, mais il a



tenté de proposer une logique de compromis interne sur la Russie et le Moyen-Orient, en mettant l'accent sans relâche sur le confinement de la Chine.. Ce cadre à somme nulle s'est intensifié pour une raison bien précise. Dans les derniers jours de l'administration de Joe Biden, il est apparu clairement que le fait de fournir des armes en même temps à l'Ukraine et à Israël mettait à rude épreuve la capacité militaro-industrielle des États-Unis, en dépit des budgets militaires absurdement gonflés. Le redéploiement rapide du Gerald R. Ford, le plus grand porte-avions du monde, du Moyen-Orient vers les Caraïbes à l'automne dernier, souligne cette impression d'un empire vacillant qui court d'un endroit à l'autre pour éteindre (ou, en réalité, allumer) des incendies. Il en va de même de la volonté des États-Unis de rompre leur contrat socio-militaire traditionnel avec l'Europe, dans le cadre duquel ils apportaient une contribution disproportionnée pour obtenir l'acceptation par l'Europe de leur programme stratégique et le recours à leur matériel. Cette prise de conscience du déclin de la puissance américaine s'est manifestée sous l'administration Biden, qui a tenté de mettre en place une « politique étrangère pour la classe moyenne » caractérisée par un renforcement du « friend-shoring » [Le « friendshoring », ou « allyshoring », consiste à fabriquer et à s'approvisionner dans des pays qui sont des alliés géopolitiques, tels que les membres d'un même bloc commercial ou d'une même alliance militaire, NdT], et d'une stratégie industrielle (à l'opposé des guerres commerciales menées par Trump avec ses alliés) ainsi que par un retrait chaotique d'Afghanistan. Une des critiques courantes de l'attaque contre le Venezuela est que les États-Unis ont abandonné toute prétention à maintenir l'ordre mondial libéral. C'est vrai, mais ce n'est pas pertinent. Cet ordre, qui voyait les États-Unis promettre un soutien indéfectible à leurs alliés, une aide

économique en cas de besoin et le maintien de l'architecture financière et politique mondiale, en échange du consentement à leur prééminence, n'est plus structurellement capable d'exister. La question est de savoir ce qui va se passer maintenant. L'attaque contre le Venezuela apporte de nombreuses réponses.

La fin des empires

Si, en tant qu'œuvre d'art opérationnelle, l'attaque ressemble superficiellement à l'invasion du Panama, ses racines idéologiques sont plus proches de la tentative de coup d'État désordonnée menée au Venezuela par un groupe d'indépendants en 2020. C'est une opération à court terme et hasardeuse. Elle ne semble pas particulièrement « stratégique » replacée dans une perspective globale, et c'est bien là le problème. L'administration Trump a trouvé une réponse au problème des contraintes qui pèsent sur son pouvoir mondial, en « inondant de merde toute la zone », comme l'a dit Steve Bannon. Comme le gardien de prison dans le Panopticon de Michel Foucault, Washington n'a pas les ressources nécessaires pour se déchaîner partout, mais il peut se déchaîner n'importe où de manière imprévisible. Aujourd'hui, le Nigeria et le Venezuela, demain, qui sait ? Le message est le suivant : Préparez-vous à davantage d'enlèvements et d'attentats à la bombe arbitraires. Washington fait délibérément preuve d'un manque de retenue morale. Une grande partie de la politique étrangère des États-Unis peut désormais être considérée comme une tentative de gérer le déclin par l'ambiguïté et les menaces. Sa fidélité inflexible à Israël, alors que cet État détruit les fondements du droit humanitaire international, doit être considérée, du moins en partie, comme un signe de son engagement envers des clients situés ailleurs. Washington fait délibérément preuve d'un manque de retenue morale. Sa préoccupation pour les

ressources n'est pas nouvelle, mais dans le contexte des facteurs de stress climatique et des nouvelles compétitions géoéconomiques, elle risque de prendre une dimension plus frénétique et existentielle. Le coup de poker désespéré de l'économie américaine cernée par la révolution de l'IA et la subordination de l'État aux oligarques millénaristes de la Tech et au complexe industriel carceral-militaire-frontalier conditionne presque certainement ses accords de déportation carcérale avec l'Afrique, et probablement bien plus encore.

Les empires ne s'éteignent pas gentiment. L'ère impériale européenne a été interrompue de manière décisive par les destructions de la Seconde Guerre mondiale. Même alors, sa sortie a duré des décennies, a été sanglante et, dans de nombreux endroits, n'a toujours pas été résolue. Il est de rigueur pour les gens de gauche de parler du déclin et de la chute de l'empire américain, mais ce déclin est relatif par rapport à d'autres et découle d'une ère d'hyperpuissance sans précédent dans l'histoire. Même les défaites stratégiques américaines, telles que celles du Vietnam et de l'Afghanistan, ont ébranlé les pays dans lesquels elles se sont produites.

Par ailleurs, les États-Unis n'existent pas en vase clos. Il est clair que Trump n'est confronté qu'à peu de contraintes internes et que nombre de ses opposants sont sur la même longueur d'onde en ce qui concerne les affaires étrangères. En dépit de toutes les chicaneries à Bruxelles, l'UE ne peut pas et ne veut pas exercer une influence modératrice. Cela ne fera que renforcer l'attrait d'une vision cynique et hobbesienne des relations internationales, où il est nécessaire de faire constamment preuve d'agressivité et d'imprévisibilité pour survivre. Derrière les incendies qui ravagent Caracas, on peut entrevoir une multitude d'avenirs sombres.

Au milieu d'une telle morosité, il convient de mentionner une autre chose qui s'est produite aux États-Unis ces derniers jours : l'entrée en fonction de nouveaux dirigeants locaux Démocrates et socialistes comme Zohran Mamdani et Katie Wilson, grâce à des campagnes résolument internationalistes. Aux États-Unis et au-delà, les forces du militarisme rampant ont tenté d'imposer leur approche destructrice et nihiliste du monde comme étant la seule à même de protéger les populations nationalement en ces temps dangereux. Il faudra des dirigeants ancrés localement et ayant une bonne compréhension des dimensions nationales et internationales pour prouver que c'est tout le contraire, pour proposer de meilleurs moyens de traverser les turbulences violentes et dramatiques que connaît le monde et pour imaginer un ordre mondial différent.

(*) *Ecrivain et militant, il travaille dans le domaine de la communication politique et de la défense des droits.*

Source : Jacobin, publié le 04-01-2026
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

QATAR

Le royaume va investir 1200 milliards aux Etats Unis

M ercredi 27 janvier, lors d'un discours prononcé à Clive, en Iowa, Donald Trump a de nouveau revendiqué avoir obtenu des engagements d'investissement étrangers aux États-Unis pour un montant supérieur à 18 000 milliards de dollars. Selon une étude du Peterson Institute for International Economics (PIIE) publiée cette semaine, le chiffre réel serait presque quatre fois inférieur. Sous la menace de se voir imposer des tarifs douaniers, plusieurs pays ont annoncé leur intention de réaliser des centaines de milliards de dollars d'investissements dans l'économie américaine. Les Émirats arabes unis dominent ce classement avec 1 600 milliards promis sur dix ans, suivis par le Qatar avec 1 200 milliards (sans calendrier précis), et l'Arabie saoudite avec 1 000 milliards (sur quatre ans). Les auteurs de l'étude considèrent qu'il est peu probable que ces engagements viennent à se matérialiser dans leur totalité. Outre l'absence d'horizons temporels pour certains engagements ainsi que des cadres juridiques à géométrie variable, les sommes engagées par certains pays semblent démesurées. Pour le Qatar, les 1 200 milliards de promesses d'investissement représentent plus de cinq fois son PIB annuel (220 milliards). En supposant un horizon de 10 ans, Doha devrait investir chaque année plus de la moitié de sa richesse produite dans l'économie américaine. Si les pays s'étaient engagés à investir ces sommes étaient prêts à détourner un quart de leurs flux d'IDE sortants, de leurs importations et de leurs avoirs à l'étranger, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ne seraient toujours pas en mesure d'honorer leurs engagements

R. N

PÉTROLE

La Libye envisage un second cycle d'octroi de licences

La Libye pourrait lancer prochainement un deuxième cycle d'octroi de licences pétrolières, portée par l'intérêt marqué de plusieurs grandes compagnies internationales pour l'appel d'offres actuellement en cours. Cette perspective a été évoquée par le ministre libyen du Pétrole et du Gaz, Khalifa Abdulsadek, lors du Libya Energy & Economic Summit 2026, organisé à Tripoli du 24 au 26 janvier.

Synthèse rédaction nationale

Alors qu'un processus d'attribution de licences couvrant 22 blocs pétroliers onshore et offshore est déjà engagé, les autorités libyennes se disent confiantes quant à la possibilité d'enchaîner rapidement avec une nouvelle phase. S'exprimant le 25 janvier, le ministre a indiqué que la probabilité de lancer un second appel d'offres était « presque certaine à 90 % », soulignant l'attrait renouvelé du secteur énergétique libyen auprès des multinationales. Selon Khalifa Abdulsadek, le fort niveau d'intérêt observé dans le cadre du cycle actuel constitue un signal positif pour l'économie nationale. « Nous cherchons à maintenir cette dynamique de manière régulière. C'est une étape nécessaire pour une économie qui dépend à 95 % du pétrole et du gaz », a-t-il déclaré, ajoutant que cette dépendance impose une gestion structurée et cohérente du secteur afin d'en assurer la pérennité. À ce stade, le deuxième cycle d'octroi de licences reste toutefois au niveau de l'intention. Aucun calendrier précis ni périmètre

détailé n'ont encore été annoncés par les autorités. La priorité immédiate demeure la finalisation du cycle en cours, dont les résultats devraient être rendus publics d'ici février 2026, selon les déclarations du Premier ministre libyen. L'épilogue de cette opération est attendu avant la fin du premier trimestre de la même année.

Une dynamique engagée depuis 2025

L'annonce d'un éventuel second appel d'offres s'inscrit dans une dynamique de relance plus large engagée par Tripoli depuis 2025 afin de revitaliser son secteur pétrolier, longtemps affecté par l'instabilité politique et sécuritaire. Parmi les initiatives récentes figure la signature, le 24 janvier, d'un accord de coopération pétrolière d'une durée de 25 ans avec les groupes internationaux TotalEnergies et ConocoPhillips, annoncée en marge du sommet de Tripoli. Ce regain d'activité marque un tournant pour la Libye, qui avait lancé l'an dernier son premier cycle d'appels d'offres pétroliers depuis près de dix-huit ans, selon des

informations relayées par l'AFP. Cette initiative visait à attirer de nouveaux investissements étrangers et à relancer les activités d'exploration et de production sur l'ensemble du territoire. Dotée des plus importantes réserves prouvées de pétrole d'Afrique, estimées à environ 48,4 milliards de barils, la Libye produit actuellement en moyenne 1,4 million de barils par jour. Les autorités se sont fixé pour objectif de porter cette production à 1,6 million de barils par jour d'ici fin 2026, misant sur le retour des compagnies internationales et la modernisation des infrastructures existantes. Dans cette optique, la Compagnie nationale libyenne de pétrole multiplie les appels aux partenaires étrangers afin de relancer les programmes d'exploration, parfois à l'arrêt depuis plus d'une décennie. À titre d'exemple, la compagnie algérienne Sonatrach a récemment annoncé la reprise de ses forages d'exploration d'hydrocarbures en Libye, illustrant la confiance progressive retrouvée des acteurs régionaux et internationaux dans le potentiel énergétique du pays.

MAURITANIE

L'exploitation du poulpe restera l'apanage des Mauritaniens

Le ministre de la pêche, des infrastructures maritimes et portuaires, Monsieur Mokhtar Ahmed Bousseif, a supervisé, aujourd'hui mardi, au siège du Centre de l'Institut Mauritanien de Recherches Océanographiques et des Pêches à Nouakchott, le lancement des travaux du Forum scientifique international sur les céphalopodes, organisé sous le thème : "Le poulpe et les voies de la gestion durable face aux défis écologiques, économiques et sociaux".

Le ministre a souligné, dans son discours à cette occasion, l'importance capitale de cet événement scientifique, indiquant que le choix du "poulpe" comme thème central est dû à sa position stratégique dans l'économie nationale. Ce produit contribue à hauteur de 50% de la valeur des exportations de poisson du pays, en plus de son rôle vital dans la création de dizaines de milliers d'emplois et de revenus, en particulier dans le secteur de la pêche artisanale.

Il a affirmé que cette importance a fait du poulpe une priorité particulière, en tant que première pêcherie gérée selon un plan de réhabilitation complet récemment mis à jour pour assurer une gestion rationnelle. Il a souligné dans ce contexte l'engagement strict de l'État à protéger les intérêts nationaux, affirmant la volonté que l'exploitation de cette richesse reste l'apanage des Mauritaniens. Le ministre a révélé, dans le cadre du renforcement de la compétitivité des produits nationaux, que le sec-

teur s'emploie actuellement à finaliser les procédures de "certification écologique" de la pêcherie de poulpe conformément aux normes internationales strictes du Marine Stewardship Council (MSC), dans le cadre du projet d'amélioration des pêcheries (FIP) en collaboration entre l'Institut Mauritanien de Recherches Océanographiques et des Pêches et la Société Mauritanienne de Commercialisation du Poisson.

Agence

TUNISIE

Le déficit public : un outil, pas forcément un danger

On entend souvent que le déficit public est un mal absolu, un danger à éradiquer coûte que coûte. La réalité est plus nuancée. Un déficit peut parfois soutenir l'économie, amortir les chocs, accompagner la croissance. Mais encore faut-il qu'il reste maîtrisé. C'est ce qui ressort d'une étude publiée sur la plateforme « Eco Tous » qui est une plateforme dédiée à la vulgarisation économique soulignant qu'un État peut dépenser plus qu'il ne collecte de recettes. Cela arrive souvent en période de crise, lorsque l'activité ralentit, que les recettes fiscales baissent et que les besoins sociaux augmentent. Dans ce cas, le déficit peut jouer un rôle d'amortisseur.

Enjeux et tendances

Sous cet angle, on note que pendant

plusieurs décennies, la Tunisie a plutôt respecté cet équilibre mais à partir des années 2010, les signaux d'alerte se multiplient. Les déficits cessent d'être ponctuels et deviennent structurels. La dette publique augmente plus vite que la capacité de l'économie à absorber cet endettement. On présente, à cet effet, quelques chiffres qui permettent de mesurer cette évolution :
- Le déficit budgétaire dépasse 6% du PIB en 2013, un niveau historiquement élevé ;
- La dette publique atteint près de 55% du PIB en 2015, contre environ 40% avant 2010 ;
- Le déficit primaire (hors intérêts de la dette) devient lui aussi largement négatif après 2011. Ces chiffres traduisent une perte de soutenabilité : la dette augmente plus vite que la croissance économique, ce

qui fragilise la capacité de l'État à faire face à ses engagements futurs. C'est dans ce contexte que l'étude souligne, tout de même, que le déficit public n'est pas un mal en soi. Il peut être un outil utile, parfois nécessaire. Mais l'expérience tunisienne montre qu'un déficit prolongé, mal ciblé et mal financé finit par fragiliser l'économie.

Perspectives favorables

Depuis 2011, la combinaison d'une transition politique complexe et de choix budgétaires contraints a rendu la dette de plus en plus difficile à maîtriser. Restaurer la soutenabilité des finances publiques ne passe pas uniquement par des coupes budgétaires, mais par une vision de long terme, une croissance plus inclusive et des institutions capables de porter des réformes dura-

bles, précise l'étude. À noter que la Tunisie affiche une trajectoire de réduction de son déficit budgétaire, marquée par des résultats records fin 2025. À la fin du mois de septembre écoulé, la Tunisie a enregistré un excédent budgétaire de 655,5 millions de dinars, contre un déficit de 705 millions à la même période l'année précédente. Les ressources budgétaires ont atteint 36 milliards de dinars, portées par une forte mobilisation des recettes fiscales (33,4 milliards de dinars). Le déficit budgétaire annuel pour 2024 a été contenu autour de 10 milliards de dinars. Le gouvernement prévoit une réduction progressive du déficit pour atteindre 5,5% du PIB pour l'année en cours 2026. Cette amélioration repose sur une stricte discipline budgétaire et une politique d'autosuffisance financière.

Agence

POUR LA RELANCE DU PROJET TANZANIA LNG

La Tanzanie s’attend à un accord en juin prochain

Après des années de blocage et d’incertitudes, le projet Tanzania LNG semble enfin s’acheminer vers une relance concrète. Les autorités tanzaniennes se disent confiantes quant à la signature, avant juin 2026, de l’accord-cadre devant encadrer juridiquement et fiscalement ce projet stratégique de gaz naturel liquéfié (GNL), estimé à 42 milliards de dollars. L’annonce a été faite à Londres par le ministre d’État chargé de la Planification et de l’Investissement, Kitila Mkumbo, qui a confirmé que les négociations commerciales étaient désormais achevées.

Synthèse rédaction internationale

Selon le responsable gouvernemental, seules les discussions d’ordre juridique restent à finaliser avec les partenaires internationaux. Celles-ci portent notamment sur le cadre fiscal, les garanties de stabilité réglementaire et les termes de l’accord de gouvernement hôte (Host Government Agreement – HGA), indispensable pour sécuriser l’investissement à long terme. Pour Dodoma, l’objectif est clair : parvenir à un compromis équilibré qui protège les intérêts nationaux tout en rassurant les investisseurs étrangers. Le projet Tanzania LNG représente le plus important investissement jamais envisagé en Tanzanie. Il vise à exploiter plus de 47 trillions de pieds cubes de gaz naturel offshore, situés au large de la côte sud du pays. Le développement est porté par un consortium international conduit par les groupes Equinor et Shell, aux côtés d’ExxonMobil, Pavilion Energy, Medco Energi, ainsi que la compagnie nationale Tanzania Petroleum

Development Corporation (TPDC). Malgré l’achèvement des discussions commerciales, le projet n’a toujours pas atteint la décision finale d’investissement (FID). Son avancement a notamment été freiné par des amendements proposés par le gouvernement à un accord financier conclu en 2023, ce qui a entraîné un ralentissement du processus et ravivé les inquiétudes des partenaires privés. Néanmoins, les autorités assurent que les principaux points de divergence ont été levés et que le calendrier est désormais plus lisible. Selon les projections officielles, la production de GNL pourrait démarrer environ huit ans après la validation finale du projet. Tanzania LNG devrait générer plus de 100 000 emplois directs et indirects, tout en contribuant significativement aux recettes publiques, au transfert de compétences et au développement des infrastructures locales. La relance du projet s’inscrit dans un tournant politique plus large impulsé par la présidente Samia Suluhu Hassan. Sous la pré-

sidence de John Magufuli, jusqu’à son décès en 2021, la Tanzanie avait adopté une politique de nationalisme économique marquée par la renégociation des contrats, le durcissement de la fiscalité et la remise en cause de certains mécanismes d’arbitrage international. Cette orientation avait refroidi les investisseurs et bloqué plusieurs projets majeurs, Equinor ayant notamment enregistré une dépréciation d’environ un milliard de dollars liée à l’impasse du dossier GNL. Depuis 2022, le gouvernement s’emploie à restaurer la confiance, en privilégiant le dialogue avec les partenaires étrangers et en instaurant un cadre réglementaire plus stable et prévisible. Le contexte énergétique mondial, marqué par la guerre en Ukraine et la recomposition des flux gaziers, renforce par ailleurs l’attractivité de nouveaux pôles d’exportation, notamment en Afrique de l’Est. Dans ce paysage en mutation, la Tanzanie entend désormais se positionner comme un acteur clé du marché mondial du GNL.

SÉNÉGAL

Une raffinerie d’huile végétale de 110 millions \$ entre en service à Sendou

Au Sénégal, les huiles comestibles constituent le deuxième poste de dépense en importations de produits alimentaires après les céréales. Le gouvernement qui souhaite réduire cette dépendance aux importations, encourage les investissements du secteur privé pour renforcer la production locale. Au Sénégal, le président Bassirou Diomaye Faye a inauguré le 27 janvier dernier une raffinerie d’huiles végétales alimentaires, implantée sur un site de 23 hectares dans la zone portuaire de Sendou, du district de Rufisque. D’un coût total de 60 milliards de francs CFA (109,5 millions \$), cette nouvelle

huilerie est gérée par l’entreprise agroalimentaire Mavamar Industries SA. Elle est dotée d’une capacité de raffinage de 600 tonnes d’huile végétale par jour, soit une production annuelle projetée pouvant atteindre environ 180 000 tonnes en fonctionnement continu. Selon les autorités, cet investissement devrait contribuer à renforcer la sécurité alimentaire et à réduire la dépendance aux importations. « La raffinerie s’inscrit pleinement dans la vision de souveraineté économique et d’autosuffisance alimentaire prônée par le Chef de l’État. Elle permettra de transformer localement des huiles brutes [notamment is-

sues de l’arachide, du palmier et d’autres oléagineux] en produits finis de qualité destinés au marché national et sous-régional », peut-on lire dans un communiqué publié sur le site du gouvernement. L’enjeu pour Mavamar sera de capter des parts sur le marché des huiles comestibles en substituant progressivement une part des importations alimentaires coûteuses. Selon les données compilées par l’Agence nationale de la statistique (Ansd), le Sénégal a importé 229 059 tonnes d’huiles et graisses en moyenne entre 2020 et 2024. Sur la même période, la facture des dépenses consacrées à ces achats s’est éle-

vée en moyenne à près de 124 milliards de francs CFA (225,8 millions \$) par an. L’entrée en service de la raffinerie Mavamar à Sendou apporte un soutien opportun à la transformation locale de l’arachide au Sénégal, dans un contexte de fortes tensions autour de la campagne arachidière 2025/2026. Alors que la production nationale est attendue à plus de 900 000 tonnes, les capacités d’absorption de la filière notamment sur le segment de la transformation restent un sujet de préoccupation.

Agence

GUINÉE

Sonoco sollicite à nouveau un prêt de la SFI pour développer son projet avicole

Face à une forte dépendance aux volailles importées, la Guinée cherche à stimuler l’élevage local. Le fabricant de farine Sonoco se positionne pour jouer un rôle clé dans ce secteur. Le Société nouvelle de commerce (Sonoco), leader de la farine en Guinée, souhaite obtenir un prêt de la Société financière internationale (SFI), membre du Groupe de la Banque mondiale, pour financer le développement d’une exploitation avicole intégrée dans le pays, a annoncé l’institution financière le mercredi 28 janvier 2026. Le montant du prêt d’une durée de huit ans n’a pas été divulgué. Il reste en attente d’approbation par le conseil d’administration de la SFI. Ce projet porté par sa filiale Fermav Industries, spécialisée dans l’élevage intégré de volailles, prévoit selon la SFI, la construc-

tion de nouvelles infrastructures dans plusieurs zones stratégiques. Dans le district de Daboyah, en périphérie de Kindia, un centre d’élevage et plusieurs poulaillers seront implantés, complétés par un couvoir équipé d’incubateurs. À Massayah, un abattoir sera construit, tandis qu’une usine d’aliments pour animaux sera érigée à Sanoayah. Certaines installations sont déjà presque achevées et les autres devraient être opérationnelles d’ici mars 2027. Le projet devrait également contribuer à relancer le secteur avicole guinéen, encore largement dépendant des importations de poulets surgelés. La production locale ne couvre pas 5 % de la demande nationale, selon les données du ministère de l’Élevage, qui affiche un objectif de 30 % d’ici la fin de l’année 2026. En plus du finance-

ment, la SFI jouera un rôle de supervision et d’accompagnement dans la gestion des risques environnementaux et sociaux. Sonoco devra pour sa part mettre en œuvre le projet conformément aux normes de performance, couvrant notamment le traitement équitable des travailleurs, la sécurité alimentaire, la gestion des déchets, la préservation de la biodiversité et le contrôle de la chaîne d’approvisionnement en soja et maïs pour prévenir le recours au travail des enfants et la conversion d’habitats naturels, apprend-on. Cette initiative s’inscrit dans la continuité du partenariat entre Sonoco et la SFI qui avait abouti à un financement de 25 millions de dollars en 2019 pour construction de six silos à grains à Conakry et le développement de la production de farine et de bouillon. **R I**

DANS SA CHAÎNE DU FROID AGRICOLE Éthiopie investit 11 millions \$

En Éthiopie, comme dans la majorité des pays d’Afrique subsaharienne, la problématique des pertes post-récolte se pose toujours avec acuité. Face au manque à gagner, le pays mise sur le renforcement des infrastructures de stockage. En Éthiopie, un nouvel entrepôt de stockage frigorifique consacré exclusivement aux fruits, légumes et produits d’origine animale a été inauguré le mardi 27 janvier à Addis-Abeba, selon les informations relayées par le média local Fana Media Corporation (FMC). Ce projet qui a mobilisé un investissement total de 1,7 milliard de birrs (10,9 millions \$), est l’œuvre de l’Ethiopian Trading Business Corporation (ETBC), entreprise publique chargée d’approvisionner le marché local en produits agricoles et industriels sélectionnés, issus de sources locales et internationales. Basée sur un site de 1,14 hectare à Akaki Kality, l’infrastructure comprend un vaste complexe de chaîne du froid ainsi qu’un bâtiment multifonctionnel de dix étages destiné à appuyer des opérations commerciales et logistiques intégrées. Selon le ministère du Commerce et de l’Intégration régionale, elle dispose d’une capacité de stockage de plus de 2 000 tonnes de fruits et légumes, ainsi que 1 000 tonnes de produits animaux.

« Cette infrastructure jouera un rôle majeur dans la réduction des pertes et de la détérioration post-récolte, la stabilisation des marchés, ainsi que dans la préservation de la qualité naturelle des fruits, légumes et produits d’origine animale, afin qu’ils puissent être fournis aux consommateurs locaux et aux marchés d’exportation dans de meilleures conditions », souligne l’ETBC dans un communiqué publié sur son site. Dans un rapport publié en 2024, le ministère de l’Agriculture révélait par exemple que les pertes post-récolte ont concerné 38 % de la production annuelle de fruits et légumes en Éthiopie entre 2017 et 2021, générant un manque à gagner estimé à 21,35 milliards de birrs (137 millions \$) par an sur la période considérée. Au-delà des pertes économiques, ce phénomène constitue également un facteur d’insécurité alimentaire.

« Les petits exploitants, en raison de leur accès limité aux technologies de stockage, sont souvent contraints de vendre immédiatement leurs produits agricoles à des commerçants locaux à des prix très bas. Paradoxalement, ces agriculteurs doivent ensuite racheter des denrées alimentaires plus tard dans la saison à des prix nettement plus élevés, souvent avec des fonds insuffisants pour assurer la sécurité alimentaire de leur ménage. En conséquence, les petits exploitants subissent des pertes financières en vendant leurs produits et en rachetant des denrées, ce qui contribue à un niveau plus élevé d’insécurité alimentaire en zones rurales (80 %) qu’en zones urbaines (20 %) », souligne également le rapport.

Agence

MARCHÉS EN ASIE

La Bourse de Jakarta dévisse encore, l’or dépasse 5500 dollars

La Bourse de Jakarta a dévissé de 10% jeudi, toujours plombée par les critiques d'un gestionnaire d'indices sur son opacité, tandis que l'or dépassait la barre inédite des 5.500 dollars l'once sur fond d'incertitudes économiques et géopolitiques accrues.

La Bourse de Jakarta, l'indice de référence Jakarta Composite Index a chuté de plus de 10% en séance, après s'être déjà effondré de 8% mercredi. Il plongeait encore de 5,9% vers 07H30. A l'origine de ce choc sur la très volatile place indonésienne: de vives critiques exprimées par MSCI, société new-yorkaise qui calcule des indices boursiers servant de référence aux investisseurs. Elle pointe "des problèmes fondamentaux d'investissabilité en raison de l'opacité persistante des structures d'actionnariat" et "des inquiétudes concernant d'éventuels comportements de négociation concertés" susceptible de fausser les cours. Sauf progrès réalisés par l'opérateur boursier de Jakarta d'ici mai, MSCI menace de réduire la pondération des sociétés indo-

nésiennes dans son indice-phare MSCI Emerging Markets et de rétrograder Jakarta au statut à risque de "marché-frontière". "Une pondération réduite signifierait que les investisseurs étrangers vendraient nos actions. Et une rétrogradation à +marché-frontière+, statut de second rang, pourrait entraîner des sorties importantes de capitaux", prévient Hans Kwee, analyste boursier chez PasarDana. "C'est une panique boursière, même si MSCI n'a encore pris aucune décision et seulement émis un avertissement", souligne-t-il, tout en observant que les mesures exigées de transparence seraient "bénéfiques pour le marché".

Bourses d’Asie nerveuses, la tech partagée

A la Bourse de Tokyo, l'indice phare Nikkei a fini stable (+0,03% à 53'375,60 points), et l'indice élargi Topix en repli de 0,28% à 3545,30 points. La Bourse de Séoul a elle gagné 0,98%. Taipei a cédé 0,82%, Sydney 0,07%. L'indice hongkongais Hang Seng prenait 0,37% vers 07H30. Les places asiatiques apparaissent sans direction, à l'unisson de marchés mondiaux

pris en étai entre résultats d'entreprises et attentisme avant une prise de parole du président de la banque centrale américaine. Après leurs résultats annuels, les géants sud-coréens des puces Samsung (-0,74%) et SK Hynix (+2,50%) connaissent des sorts divergents dans les derniers échanges, en dépit d'un boom de leurs bénéfices.

Agence

Bourses mondiales mitigées

Les Bourses mondiales ont réagi de façon divergente au nom proposé par Donald Trump pour être le prochain président de la Réserve fédérale (Fed), une annonce qui a fait tanguer le cours des métaux et faire progresser le dollar. A Wall Street, le Dow Jones a cédé 0,36%, l'indice Nasdaq a lâché 0,94% et l'indice élargi S&P 500 a reculé de 0,43%. En Europe, Paris a gagné 0,68%, Londres 0,51%, tandis que Francfort a pris 0,94%. Milan (+1,00%) et Madrid (+1,66%) ont signé les plus fortes hausses. Vers 21H45 GMT, le rendement des emprunts de l'Etat américain à échéance 10 ans était de 4,24%, contre 4,23% à la clôture la veille. Celui des emprunts à deux ans, plus sensible aux évolutions monétaires, reculait de

3,56% à 3,52%. L'annonce a en revanche provoqué une nouvelle vague de ventes du côté des métaux précieux. Après avoir dégringolé de plus de 12%, l'once d'or reculait de 9,43% à 4.868,45 dollars vers 21H45 GMT. L'argent dévissait lui de 26,78% à 84,7406 dollars l'une fois. A son plus bas du jour, le cours du métal a chuté de plus de 35%. Les investisseurs s'étaient rués ces derniers jours sur ces actifs, jugés plus sûrs que le dollar en raison des incertitudes entourant la politique américaine et l'indépendance de la Réserve fédérale. Vers 19H45 GMT, la devise américaine reprenait 0,99% à l'euro à 1,1852 dollar et 0,91% à la livre sterling, à 1,3684 dollar. APS

ITALIE

La Bourse de Milan en attente sur les données macroéconomiques de l’UE

Sur le front macroéconomique, les investisseurs attendent les chiffres du PIB italien et de la zone euro, tandis qu'aux États-Unis, Donald Trump doit annoncer le nom du successeur de Jerome Powell à la tête de la Réserve fédérale. Les rumeurs se concentrent sur l'ancien gouverneur de la Fed, Kevin Warsh, qui a rencontré le président à la Maison Blanche et, selon des sources proches du dossier, aurait fait forte impression.

Vers 9h25, le Ftse Mib progresse de 0,61%.

PIRELLI recule de 1,1% après des prises de bénéfices, conséquence du rallye d'hier sur fond d'espoir d'une solution concernant la présence chinoise au capital, écartant ainsi, selon les analystes, le risque d'une vente de titres

sur le marché. Des ventes sont également observées dans le secteur de la défense, avec FINCANTIERI en baisse de 1,6% et LEONARDO de 0,6%. Les banques attirent les investisseurs, l'indice sectoriel gagnant 1%, porté par les poids lourds UNICREDIT (+1%) et INTESA (+1,3%). Des hausses proches de 1% sont également enregistrées pour MPS et sa filiale MEDIOBANCA. Hors indice principal, AVIO s'envole de 6% après l'annonce hier soir d'une révision à la hausse de ses prévisions sur le carnet de commandes et le chiffre d'affaires net pour l'exercice 2025. Dans une note, le courtier Jefferies estime qu'il s'agit d'un "signal fort, alors que le groupe entre dans une phase de croissance tant dans le spatial que dans la propulsion pour la défense".

Agence

BANGLADESH Inquiétude des exportateurs de textile après l’accord de libre-échange UE-Inde

Le secteur du prêt-à-porter bangladais s'inquiète après l'accord de libre-échange (ALE) obtenu entre l'Union Européenne et l'Inde cette semaine. En effet, grâce à cet accord, les produits textiles indiens entreront en Europe sans droits de douane (contre ~12 % actuellement), ce qui pourrait réduire l'avantage concurrentiel historique du Bangladesh dans ce secteur sur le marché européen. L'Inde possède par ailleurs d'autres atouts par rapport au Bangladesh : énergie plus décarbonée, chaîne de valeur plus décarbonée, temps de livraison plus court. En 2019, l'UE avait par ailleurs signé un ALE avec le Vietnam, un des autres compétiteurs du Bangladesh.

Rédaction économique

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA				
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 30 Janvier 2026 Valeur : 03 Février 2026				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.1934	129.2084
1	EUR	EURO	154.2052	154.2490
1	GBP	POUND STERLING	177.9523	177.9730
100	JPY	JAPANESE YEN	83.9954	84.0107
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5914	18.5957
1	CHF	SWISS FRANC	168.3302	168.4155
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.6351	95.6532
1	DKK	DANISH KRONE	20.6561	20.6601
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.6059	14.6104
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.4466	13.4710
1	AED	UAE DIRHAM	35.1729	35.1865
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.4433	34.4510
1	KWD	KUWAITI DINAR	423.8629	424.0512
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.8231	45.2736
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2637	14.2653
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.5154	20.6206
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2470	3.2571
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.578	178.5780

BOURSE DE STOCKHOLM (SUÈDE)

L’indice OMXS30 recule de 0,5 %

La Bourse de Stockholm a fini la journée en hausse avant de se retourner et de clôturer dans le rouge. Cette évolution a suivi la tendance observée sur les principales places européennes. Une avalanche de publications de résultats a eu lieu, avec Dometic parmi les perdants et Nordnet parmi les gagnants. &Agra; la clôture, l'indice OMXS30 a cédé 0,54 % à 3 027,47 points. Environ 27,7 milliards de couronnes suédoises ont été échangées sur la

place de Stockholm. Parmi les principaux secteurs industriels de la bourse, l'énergie a enregistré la meilleure performance avec une progression de 2,4 %. À l'opposé, les télécoms ont terminé en queue de peloton avec une baisse de 1,8 %. Parmi les valeurs phares de l'OMXS30, Volvo B a gagné 2,6 % tandis que SKF B a progressé de 1,4 %. En revanche, Tele2 B a signé la plus forte baisse avec un repli de 4,0 % et Atlas Copco A a perdu 2,5 %.

La saison des résultats a débuté et plusieurs grandes entreprises ont publié ce jour. Le fabricant de camions et d'autobus Volvo a dépassé les attentes avec un résultat opérationnel ajusté de 12 769 millions de couronnes. La marge a toutefois été pénalisée par des volumes plus faibles et des coûts douaniers aux États-Unis. Un dividende ordinaire de 8,50 couronnes par action est proposé. S'y ajoute un dividende exceptionnel de 4,50 couronnes, soit

un total de 13,00 couronnes par action, à comparer aux 14,88 attendues. Le titre a grimpé de 2,6 %. L'opérateur télécom Tele2 a chuté après la publication de ses résultats. Son Ebitda ajusté a progressé et s'est inscrit dans la ligne des attentes. Le dividende ordinaire proposé est de 10,50 couronnes par action (contre 6,35 précédemment). Le courtier en ligne Nordnet a dévoilé un résultat opérationnel et des revenus totaux supérieurs aux at-

tentes pour le quatrième trimestre. Le dividende est relevé à 8,60 couronnes, contre 8,36 attendues. L'action a bondi de 8,1 %. Le spécialiste des produits de loisirs Dometic a enregistré un Ebitda ajusté de 245 millions de couronnes, nettement en dessous des 316 attendues. Le conseil d'administration propose de ramener le dividende à 1,00 couronne par action, contre 1,30 précédemment. Le titre a plongé de 17,3 %.

SUÈDE

La Banque centrale maintient son taux directeur à 1,75 %

La Banque centrale de Suède (Riksbank) a décidé de maintenir son taux directeur inchangé à 1,75 %, confirmant ainsi l'orientation annoncée lors de ses prévisions publiées en décembre dernier. Cette décision, prise par le Conseil d'administration de l'institution, s'inscrit dans une stratégie visant à soutenir la reprise économique tout en assurant une stabilisation durable de l'inflation autour de l'objectif fixé à moyen et long terme.

Par Rédaction internationale

Dans un communiqué rendu public ce jeudi, la Riksbank estime que le niveau actuel du taux directeur est « approprié pour favoriser le renforcement de l'activité économique et la stabilisation de l'inflation autour de la cible ». La Banque centrale suédoise considère donc qu'aucun ajustement immédiat de sa politique monétaire n'est nécessaire, tout en laissant entendre que le taux pourrait rester à ce niveau pendant une période prolongée. Cette décision intervient dans un environnement international marqué par de fortes incertitudes. La Riksbank souligne notamment que « les développements géopolitiques ont été spectaculaires en ce début d'année 2026 », faisant référence en particulier à l'évolution de la politique étrangère de l'administration américaine. Selon l'institution, les conséquences économiques et géopolitiques de ces changements demeurent difficiles à

évaluer et pourraient évoluer rapidement au cours des prochains mois. Malgré ce climat d'incertitude, les marchés financiers ont, jusqu'à présent, réagi de manière relativement modérée. Toutefois, la Banque centrale note un affaiblissement continu du dollar américain, y compris face à la couronne suédoise, un élément susceptible d'avoir des répercussions sur les échanges commerciaux et l'inflation importée. Sur le plan intérieur, la Riksbank dresse un tableau globalement positif de la conjoncture économique. Elle observe que l'économie suédoise a affiché une croissance soutenue à la fin de l'année précédente, dépassant légèrement les prévisions initiales. Les données les plus récentes indiquent notamment une poursuite de la hausse de la consommation des ménages, traduisant une amélioration progressive de la confiance des consommateurs. Le marché du travail, bien que toujours qualifié de fragile, montre également des signes

encourageants. La Banque centrale souligne que les indicateurs d'amélioration se multiplient, laissant espérer une consolidation progressive de l'emploi au cours des prochains trimestres. En matière d'inflation, la situation apparaît maîtrisée. L'inflation enregistrée en décembre s'est révélée inférieure aux attentes et se situe désormais à un niveau proche de l'objectif de **2 %** fixé par la Riksbank. Dans l'ensemble, les perspectives concernant l'inflation et l'activité économique restent largement conformes aux projections formulées en décembre. Face à ces éléments, la Banque centrale de Suède privilégie la prudence et la stabilité, estimant que sa politique monétaire actuelle offre un équilibre adéquat entre soutien à la croissance et maîtrise des prix, dans un contexte mondial toujours marqué par de nombreuses incertitudes.

MÉTAUX PRÉCIEUX

Les cours continuent de reculer

Les cours des métaux précieux continuent de tomber vendredi après leur montée fulgurante en début de semaine, alors que le dollar s'est renforcé à l'approche de la nomination imminente d'un nouveau président de la Réserve fédérale américaine (Fed). Après avoir décroché

jusqu'à perdre plus de 8%, l'once d'or tombait de 6,54% à 5.023,60 dollars. L'argent, qui a lâché jusqu'à plus de 17,6%, chutait de 14,94% à 98,4170 dollars l'once. La veille déjà, l'or et l'argent avaient lourdement chuté après avoir atteint des records respec-

tifs à 5.595,47 dollars et 121,6540 dollars l'une fois face à la montée des incertitudes dans le monde et aux Etats-Unis. Le président américain Donald Trump s'apprête également vendredi à annoncer le nom de son candidat pour diriger la Fed, et pourrait désigner Kevin Warsh, un

ancien gouverneur de la banque centrale américaine d'après plusieurs médias financiers (Bloomberg, Wall Street Journal). La perspective de la désignation de M. Warsh soutient le dollar, qui remontait vendredi de 0,52% face à l'euro, après avoir glissé ces derniers jours.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Fermeture de la dernière mine de charbon noir

La République tchèque va fermer sa dernière mine de charbon noir samedi et cesser son extraction, afin de se conformer aux exigences climatiques européennes, a annoncé jeudi la société minière publique OKD. "L'Union européenne a fixé les règles et on doit s'y adapter", a déclaré Stefan Pinter, chef du syndicat de la mine CSM, situé à Karvina, dans l'est du pays, pointant la "baisse de l'utilisation des combustibles fossiles". "Il n'y a plus personne à qui fournir du char-

bon noir en République tchèque", a abondé la porte-parole d'OKD, Barbora Cerna Dvorakova. La dernière centrale électrique utilisant du charbon noir en République tchèque a fermé l'an dernier et les prix du charbon sont trop bas pour couvrir les coûts d'extraction, à-elle précisée. L'extraction de charbon et de lignite a une tradition de plus de deux siècles dans la région d'Ostrava (est). Elle employait environ 100 000 personnes dans les années 1980, lorsque l'ex-Tchécoslova-

quie promouvait l'industrie lourde. Mais ce nombre a, depuis, chuté à quelques milliers. La production s'est elle aussi effondrée, passant de 35 millions de tonnes en 1989 à moins de 1,2 million l'an dernier. L'entreprise va se tourner vers le traitement de charbon acheté et la production de chaleur à partir du méthane généré par l'exploitation charbonnière.

APS

ALLEMAGNE

La croissance du PIB a légèrement plus progressé que prévu au dernier trimestre 2025, à 0,3%

Selon l'office allemand de la statistique, "ce sont surtout les dépenses de consommation privées et publiques qui ont augmenté", en Allemagne. L'Allemagne a enregistré une croissance de son produit intérieur brut de 0,3% au

dernier trimestre 2025, légèrement plus que prévu, selon une estimation provisoire vendredi 30 janvier, ponctuant une année de morne reprise pour la première économie européenne. Entre octobre et décembre, "ce sont surtout les dépenses de

consommation privées et publiques qui ont augmenté", note l'institut Destatis. À la mi-janvier, celui-ci tablait, dans une estimation précoce, sur une croissance de 0,2% au quatrième trimestre.

Agence

"SHUTDOWN"

Les États-Unis entrent en paralysie budgétaire, une fin rapide espérée

Le blocage a pour origine le refus de l'opposition démocrate d'adopter un budget pour la sécurité intérieure sans la mise en place de freins à la police de l'immigration, à la suite des récents tirs mortels d'agents fédéraux à Minneapolis. Les États-Unis sont entrés à minuit ce samedi 31 janvier heure de Washington, soit à 6 heures, heure de Paris, en situation de paralysie budgétaire partielle, mais avec l'espoir d'une fin rapide avec

un vote attendu lundi 2 février au Congrès. Trois mois après le "shutdown" le plus long de l'histoire des États-Unis, le blocage a pour origine cette fois-ci le refus de l'opposition démocrate d'adopter un budget pour la sécurité intérieure sans la mise en place de freins à la police de l'immigration, à la suite des récents tirs mortels d'agents fédéraux à Minneapolis. Le Sénat américain avait cependant adopté quelques heures plus tôt un texte

budgétaire qui devrait permettre à la paralysie de rester de courte durée. Car la Chambre des représentants doit désormais approuver le texte, avec un vote attendu en début de semaine pour mettre fin au "shutdown". Les conséquences sont donc minimes, puisque le blocage pourrait durer seulement un week-end, sans que de nombreux fonctionnaires ne soient mis au chômage technique. "L'espoir" que ce blocage soit "bref"

Dans une note, le Bureau du budget (OMB) de la Maison Blanche a demandé vendredi soir aux différents ministères de mettre en place leur plan pour une paralysie budgétaire, tout en affirmant "avoir l'espoir" que ce blocage "soit bref". Le texte adopté vendredi avec 71 voix pour et 29 contre est le résultat d'un accord entre Donald Trump et les sénateurs démocrates.

Agence

ITALIE

Le taux de chômage au plus bas depuis 2004

Le taux de chômage en Italie s'est stabilisé en décembre 2025 pour atteindre 5,6% de la population active, soit un plus bas inédit depuis le début de ces statistiques en 2004, selon une estimation publiée vendredi par l'Institut national des statistiques (Istat). Le taux de chômage était déjà tombé à 5,6% en novembre, même si une première estimation faisait état de 5,7%. Cette moyenne est inférieure à celle de la zone euro, où le taux de chômage est revenu à 6,2% de la population active en décembre contre 6,3% le mois précédent, selon Eurostat. La baisse du taux de chômage a notamment profité aux femmes, avec une baisse de 1,6% sur un an. Le taux de chômage des jeunes a cependant augmenté, à 20,5% (+1,4 point sur un mois) mais reste proche des chiffres des deux dernières années. Le taux d'inactifs (étudiants, retraités, hommes ou femmes au foyer) a également augmenté de 1,3% sur un an. Ils sont 12,5 millions, soit 33,7% de la population âgée de 15 à 64 ans. Les demandeurs d'emploi en Italie sont désormais 1,43 millions (-13,8% sur un an), pour 24,1 millions d'actifs (+0,3%), ce qui confirme un retour aux chiffres d'avant la crise financière de 2007-2008.

APS

ZONE EURO

La croissance atteint 1,5% en 2025

La zone euro a enregistré une croissance de 1,5% en 2025, supérieure aux attentes des analystes, selon une première estimation publiée vendredi par Eurostat reflète. Ce chiffre marque une accélération par rapport aux 0,4% en 2023 et aux 0,9% en 2024, traduisant un redressement de l'activité économique, at-on commenté. La performance dépasse les prévisions des économistes publiés par Bloomberg, qui tablaient en moyenne sur une croissance annuelle de 1,4%, ainsi que la projection de la Commission européenne qui s'attendait à une croissance de 1,3%. Le Produit intérieur brut (PIB) des 20 pays partageant la monnaie unique a progressé de 0,3% au quatrième trimestre 2025, par rapport au trimestre précédent, et en progression de 1,3% sur un an, a précisé l'institut de statistiques européen. Dans l'ensemble de l'Union européenne, la croissance s'est élevée à 1,6% en 2025, avec une hausse de 0,4% au quatrième trimestre et de 1,4% sur un an.

APS

NOUVELLES PREUVES

Zuckerberg n'en a que faire des effets dévastateurs de ses plateformes sur les jeunes

Ce sont des accusations graves. Mark Zuckerberg, P-D.G de Meta, aurait sciemment autorisé l'accès de mineurs à ses chatbots d'IA « compagnons », capables d'interactions sexuelles. Ce n'est pas la première fois que l'entreprise est pointée du doigt pour des dérives concernant les plus jeunes.

Souvenez-vous. En 2021, la lanceuse d'alerte Frances Haugen, ancienne employée de chez Facebook, révélait que l'entreprise était au courant de l'impact néfaste de ses plateformes sur la santé mentale des adolescents, mais avait préféré ne pas le prendre compte. Cinq ans plus tard, de nouvelles allégations ciblent la direction de Meta, et plus particulièrement Mark Zuckerberg

Zuckerberg pointé du doigt

Le dirigeant est accusé d'avoir validé, en connaissance de cause, une stratégie qui a exposé des mineurs à des interactions inappropriées avec les IA développées par Meta et déployées dans Messenger, Instagram et WhatsApp. L'affaire sur des documents internes versés au dossier d'un procès intenté par l'État du Nouveau-Mexique, portant sur des violations présumées des lois de protection des consommateurs et la mise en danger des mineurs.

Selon la plainte, la direction de Meta, « menée par Zuckerberg » aurait écarté les recommandations de ses propres équipes chargées de la sécurité et de l'intégrité.

Celles-ci alertaient pourtant sur les risques liés aux chatbots conçus pour entretenir des relations émotionnelles



avec les utilisateurs.

En interne, plusieurs responsables ont estimé que ces outils ouvraient la porte à des conversations sexualisées impliquant des mineurs, un risque jugé « indéfendable » par, Ravi Sinha, le responsable de la politique de protection des enfants de Meta dans un message de janvier 2024, aujourd'hui cité par la justice.

Les documents montrent que ces inquiétudes n'étaient pas théoriques. Les

assistants virtuels de Meta dialoguent quotidiennement avec des millions d'utilisateurs, dont de nombreux adolescents et enfants.

Or, certains échanges ont pris une tournure romantique, à la limite de la séduction, même lorsque les utilisateurs déclaraient explicitement leur âge. Ce mode de fonctionnement est resté actif pendant plusieurs mois, avant que Meta ne modifie ses consignes internes.

Meta conteste

D'après les échanges, des garde-fous supplémentaires, comme des contrôles parentaux ou un blocage plus strict des scénarios romantiques impliquant des mineurs, ont été proposés, puis refusés. Dans un compte rendu de réunion daté de février 2024, il est indiqué que le patron de Meta souhaitait une approche « moins restrictive », privilégiant une narration fondée sur la liberté de choix et la non-censure, tout en assumant l'idée de conversations « plus osées » autour de la sexualité pour les adultes. De son côté, Meta conteste fermement cette lecture des faits. Selon l'entreprise, les documents sont présentés de manière sélective et ne reflètent pas la réalité des décisions prises en interne. Le groupe assure que Mark Zuckerberg a explicitement demandé que les contenus sexuellement explicites soient bloqués pour les plus jeunes, et que les adultes ne puissent pas interagir avec des IA se présentant comme mineures à des fins romantiques.

Il s'agirait, selon ses dires, d'accusations surtout fondées sur des échanges internes sortis de leur contexte. Reste que, face à des alertes répétées et documentées, il semblerait que la réponse ait été tardive, insuffisante, et largement en deçà des risques identifiés.

Parrot et Thales ont aussi collaboré avec ICE

Selon le journal Libération, Parrot et Thales ont fourni des matériels et des logiciels à la police américaine de l'immigration, ICE.

Deux entreprises françaises qui rejoignent Capgemini dont la collaboration avec cette unité de police décriée a soulevé une salve de critiques.

Il y a quelques jours on apprenait que Capgemini, via une de ses filiales américaines Government Solutions, faisait partie des fournisseurs de la police américaine de l'immigration, ICE. Une collaboration qui a soulevé une pluie de critiques. Mais la société française ne serait pas la seule à l'équiper en matériels et logiciels. Selon Libération, c'est également le cas de Parrot et de Thales.

Quant au géant de la défense Thales, des contrats portant sur des systèmes de sur-

veillance, de communication et de gestion de données auraient aussi été signés. Selon une enquête de l'American Friends Service Committee (AFSC) Thales, par l'intermédiaire de sa filiale Gemalto, a aussi joué un rôle clé dans le développement de la technologie de matching d'empreintes digitales de la base de données biométriques du DHS, dénommée IDENT. Conçue et exploitée par General Dynamics, cette base de données partagée avec les forces de l'ordre et services de l'immigration dont ICE, contiendrait les profils biométriques d'au moins 268 millions de personnes. Interrogés par Libération, Parrot et Thales ont rappelé « leur attachement au respect des lois et des réglementations en vigueur », tout en soulignant que « l'usage final de leurs technologies ne relève pas toujours de leur contrôle direct. »



Brèves

Attaque DDoS à 31,4 Tbps stoppée

Le 19 décembre dernier, Cloudflare a indiqué dans un dernier rapport avoir arrêté une attaque par déni de service distribuée de 31,4 téraoctets par seconde avec un pic à 14,1 milliards de paquets par seconde. Cette virulence est largement supérieure à une précédente attaque DDoS déjouée en

septembre dernier par le spécialiste du CDN qui était de 11,5 Tbps, et plus haute encore que celle) 15 Tbps que Microsoft avait arrêté. Cette attaque DDoS géante a été identifiée en provenance du réseau de botnet Aisuru/Kimwolf. « La campagne visait les clients de Cloudflare ainsi que le tableau de bord et l'infrastructure de Cloudflare avec des attaques DDoS HTTP hypervolumétriques dépassant les 200 millions de requêtes par seconde (rps) et des attaques DDoS de couche 4 atteignant un pic de 31,4 téraoctets par

seconde, ce qui en fait la plus grande attaque jamais révélée publiquement », a expliqué Cloudflare dans son rapport sur les menaces DDoS du quatrième trimestre 2025.

Perplexity signe un accord cloud avec Microsoft

Selon Bloomberg, Perplexity s'ouvre d'autres horizons dans l'usage du cloud. Historiquement sur AWS, le fournisseur IA a

signé un contrat d'un montant de 750 M\$ avec Microsoft. Le partenariat sur 3 ans prévoit que Perplexity puisse utiliser des ressources sur Azure et en particulier Azure Foundry. Pour rappel, il s'agit d'une plateforme de développement d'agents IA. Dévoilée en novembre 2024, elle comprend des briques de codage comme Azure AI Studio, mais aussi des frameworks et des guides de bonnes pratiques. Avec cet accord, Perplexity étend ses capacités d'accès à différents modèles d'OpenAI, Anthropic ou xAI.

Avec sa nouvelle électrique conçue en à peine 18 mois

Volkswagen repart à la conquête de la Chine

Après plusieurs années à subir la transition électrique en Chine plus qu'à la conduire, Volkswagen change de méthode. Et surtout de rythme.

Dix-huit mois auront suffi au groupe allemand, à sa filiale logicielle Cariad et à son partenaire chinois Xpeng pour concevoir, valider et industrialiser une toute nouvelle architecture électronique dédiée au marché chinois. Une accélération rare à l'échelle du groupe, symbolisée par la sortie d'usine de la Volkswagen ID. Unyx 07, premier modèle de cette nouvelle ère « en Chine, pour la Chine ».



Volkswagen veut absolument inverser la tendance en Chine, où ses ventes globales ont chuté de 8 % en 2025 et celles de ses électriques de 44 %. Tombé à la troisième place derrière BYD et Geely, le groupe allemand mise sur une architecture électronique dédiée et le calendrier dit déjà presque tout de la vitesse à laquelle le virage a été pris. La production de la nouvelle berline électrique ID. Unyx 07 a démarré le 31 décembre 2025, à peine 13 mois après la fin du développement, et seulement 18 mois après le lancement officiel du projet. Un contraste marqué avec les cycles habituels de Volkswagen, ou même généralement constaté dans l'industrie auto longtemps étalés sur quatre à cinq ans.

Une architecture pensée pour le China

Baptisée CEA pour China Electronic Architecture, cette nouvelle base électronique repose sur une logique "de zone", articulée autour de calculateurs centraux haute performance. Elle vise à réduire la complexité du véhicule dès sa conception. Selon le groupe, le nombre d'unités de commande électroniques est abaissé d'en-

viron 30 %, ce qui simplifie l'intégration logicielle et ouvre la voie à des fonctions avancées d'aide à la conduite, à l'intelligence artificielle embarquée et aux mises à jour à distance sur l'ensemble du véhicule, le tout dans une logique que l'on a nommé aujourd'hui "véhicule défini par logiciel". Volkswagen ne cache pas l'objectif industriel derrière cette refonte. Grâce à la nouvelle plateforme CEA, les cycles de développement de nouveaux modèles doivent être raccourcis jusqu'à 30 %, tandis que les coûts de développement pourraient être réduits de moitié. À cela s'ajoute un différentiel de production massif : selon Thomas Ulbrich, patron du centre de développement de Hefei, produire un véhicule électrique en Chine coûte environ 50 % de moins qu'en Allemagne, un écart lié à la structure des coûts locaux mais aussi à l'intégration plus poussée des fournisseurs et du logiciel. Cette architecture chinoise fait écho au projet parallèle que Volkswagen mène en Europe avec Rivian, mais avec une différence notable : la CEA est déjà industrialisée, quand son équivalent occidental accumule les retards.

L'ID. Unyx 07, première concrétisation industrielle

Premier modèle à inaugurer la CEA, la Volkswagen ID. Unyx 07 se positionne entre la berline et le SUV. Elle affiche 4,85 mètres de long, soit environ 11 centimètres de moins qu'une ID.7 européenne, avec un empattement de 2,82 mètres, une largeur de 1,85 mètre et une hauteur de 1,57 mètre. Sur le plan technique, elle embarque une batterie de 59,9 kWh, associée à un moteur électrique de 170 kW, soit 231 chevaux. L'autonomie annoncée atteint 558 kilomètres selon le cycle chinois CLTC, ce qui correspond à environ 470 kilomètres en cycle WLTP européen. Un positionnement cohérent avec le cœur du marché chinois, davantage sensible au rapport autonomie-prix qu'aux performances pures. Ce modèle n'est toutefois qu'un point de départ. Dès cette année, Volkswagen prévoit de déployer la CEA sur quatre autres véhicules issus de ses différentes coentreprises en Chine, dont l'ID. Unyx 08, un SUV dérivé techniquement du Xpeng G9.

Une plateforme pas uniquement électrique

Contrairement à ce que son nom pourrait laisser croire, la China Electronic Architecture n'est pas réservée aux véhicules 100 % électriques. Volkswagen précise qu'elle pourra également accueillir des chaînes de traction hybrides et même thermiques, destinées exclusivement au marché chinois. Un choix pragmatique dans un pays où l'électrification progresse vite, mais où la diversité des motorisations reste une réalité commerciale. Ce point souligne aussi le contraste avec l'Europe, où la stratégie logicielle du groupe, notamment via Cariad, a rencontré des difficultés à tenir ses promesses de calendrier et de stabilité.

En Chine, Volkswagen semble avoir accepté de renoncer à une partie de son contrôle historique pour gagner en vitesse d'exécution. L'enjeu est considérable. Longtemps leader incontesté en Chine, Volkswagen a vu ses ventes reculer de 8 % en 2025, tandis que ses ventes de véhicules électriques chutaient de 44 %. Dépassé par BYD dès 2024, le groupe a terminé 2025 derrière Geely, à la troisième place du marché.

Quand Tesla gagne moins d'argent en vendant moins de voitures...

Fin 2025, Tesla voit ses ventes reculer, ses bénéfices chuter et son leadership électrique lui échapper. Pourtant, le constructeur ne donne pas l'impression de vouloir corriger la trajectoire automobile à court terme. Au contraire, ses résultats financiers confirment un repositionnement déjà visible sur le plan industriel : Tesla assume de moins en moins son statut de constructeur, et de plus en plus celui d'acteur technologique misant sur l'intelligence artificielle. À l'occasion de la publication de ses résultats financiers pour l'année 2025, Tesla a livré un constat très clair. Derrière un discours toujours tourné vers l'innovation et l'intelligence artificielle, les chiffres traduisent un net ralentissement de l'activité et une rentabilité sous pression. Avec des ventes en baisse presque partout (sauf peut-être en Norvège), on pouvait s'y attendre. Et le quatrième trimestre, en particulier, confirme que la dynamique du constructeur américain s'est sensiblement dégradée sur le terrain automobile. Ainsi sur cette période, si Tesla a enregistré un bénéfice net de 840 millions de dollars, il est en

chute de 61 % sur un an. Un niveau très inférieur aux attentes du marché, qui tablait sur près de 1,6 milliard de dollars. Le chiffre d'affaires trimestriel recule lui aussi de 3 %, à 24,9 milliards de dollars.

Mauvaise année pour Tesla, et déjà un basculement

Sur l'ensemble de l'année, la tendance se confirme : chiffre d'affaires en baisse à 94,83 milliards de dollars (-3 %) et bénéfice net ramené à 3,79 milliards, soit un recul de 46 %. Des niveaux qui tranchent avec la période d'hypercroissance du constructeur, mais surtout avec l'image qu'il continue de projeter. Mais surtout, on assiste dans le détail déjà à un basculement : la branche automobile encaisse le choc le plus sévère, avec un chiffre d'affaires trimestriel en recul de 11 %. Mais à l'inverse, les activités de production et de stockage d'électricité progressent de 45 %, tandis que les services et autres activités gagnent 18 %. Une répartition qui annonce déjà le glissement à venir. La baisse des livraisons n'a plus rien d'anecdotique. Au dernier trimestre



2025, Tesla a livré 418 227 véhicules, contre plus de 495 000 un an plus tôt. Sur douze mois, le constructeur tombe à 1,64 million de véhicules livrés, contre 1,79 million en 2024. Un recul qui a mené à décisions industrielles tranchées, comme l'arrêt programmé des Model S et Model X qui a été confirmé en même temps que la publication des chiffres. Mais plus symboliquement, la fin de ces deux dinosaures automobiles (leur présentation remonte respectivement à 16 et 13 ans !) acte la fin d'une ère, mais aussi la volonté de

Tesla de libérer des capacités pour d'autres activités. Et puis il faut se rendre à l'évidence, la concurrence prend son envol, à l'image de BYD qui a écoulé 2,26 millions de véhicules électriques en 2025, alors même qu'ils étaient à touche-touche un an avant (1,76 million pour BYD). Face à ces résultats, le discours officiel de Tesla se projette désormais plus loin que l'automobile. Le groupe insiste sur sa transformation en entreprise d'intelligence artificielle, mettant en avant la conduite autonome FSD, les tests de Robotaxi à Austin,

le futur Cybercab ou encore le robot humanoïde Optimus. Cette stratégie se traduit aussi financièrement. Tesla a annoncé un accord en vue d'une prise de participation d'environ 2 milliards de dollars dans xAI, la start-up d'intelligence artificielle fondée par Elon Musk. Une opération qui symbolise l'imbrication croissante entre Tesla et les autres projets technologiques de son dirigeant. Les lourds investissements consentis dans l'IA, la robotique et aux supercalculateurs nécessaires à l'entraînement des algorithmes expliquent en partie la dégradation de la rentabilité. Mais ils traduisent surtout un arbitrage assumé : accepter une pression accrue sur les résultats automobiles pour préparer un avenir présenté comme plus vaste que la voiture. Reste maintenant à savoir si une fois de plus, comme ça a été le cas pour le développement de la voiture électrique, Tesla fait le bon choix pour garder un coup d'avance. À court terme en tout cas, les marchés, on réagit positivement avec la Bourse de New York qui voyait l'action Tesla progresser de 2,87 % à la suite de ces annonces.

Mots fléchés

Jouissance		Erraient		Ruse		Auteur de labaronnede la Tronche- en-Biais Nid de rapace		Situations de manque		Coiffure tronconique		Travaux forcés	
Délibé- rément		Espace de temps						Réputation				On connaît de lui la cravate	
Palefre- nier				Vers						Ménagerie Mer entre l'Europe et l'Asie			
Bordel							Patriarche biblique				Niels- bohrium		Veuve
							Crise						
Lettre grecque				Déclaras									
Petit officier				Défauts									
			Lettre grecque			Perte de mémoire							
						Allongeoins							
Très bonne note		Se baigner						Pronom personnel			Petit ruisseau		
		Broyer									Connu		
	Ville de falaises Notre cher continent qu'on dit vieux ?								Kidnapping	Humour			
										Astate			
				Exprimai				Liquide vital				Désolé	
								L'Irlande					
Lieu de fouilles			Promesse								Spectacle magnifique		Pour le café ou le thé
Membre			Périodes de trois mois environ										
				Colère passée	Organe de la vue					Médiocre			
										Pageot			
Risquai													
Grosses araignées					Espoir		Rehaussa						
							Lavabos						
							Possèdent						
Anneaux de cordage						Arbre		Personnes					
Basané	Prompt	Fabriques		Partie tombante d'un vêtement				Bon sens		Orifice		Piédestaux	
				Exces- sifs									Animaux
				Note de musique									
Affirmé							Baudet				Fleuve russe		
Petite pomme							Disparu				Ville du midi de la France		
			Tantale			Ration de nourriture							
			Levé au Moyen Âge			Futur officier français							
Fille de Cadmos				Natives					Dispositif de flipper				
Poissons													
				Groupe de maisons identiques						Avant UE			
Levant				L'Irlande poétique					Cantine huppée				

ACCIDENTS DE LA ROUTE

2 morts et 131 blessés en 24 heures

Deux (2) personnes ont trouvé la mort et 131 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, indique, samedi, un bilan de la Protection civile. "Durant la période du 30 au 31 janvier 2026, la Protection civile a enregistré 120 interventions, suite à plusieurs accidents de la circulation à travers plusieurs wilayas, ayant causé le décès de 2 personnes et des blessures à 131 autres", précise la même source. Par ailleurs, une personne âgée de 29 ans est décédée intoxiquée, suite à l'inhalation du monoxyde de carbone, émanant d'un réchaud à gaz, au niveau de la commune d'El Mechira, dans la wilaya de Mila.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 1^{er} février 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



EN PRÉVISION DU MOIS DE RAMADHAN

Des mesures pratiques pour protéger le pouvoir d'achat des citoyens

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a présidé, hier à Alger, l'ouverture de la rencontre nationale des cadres du secteur en prévision du mois de Ramadhan, lors de laquelle les différentes mesures proactives visant à assurer l'approvisionnement du marché ont été examinées, de même que les points liés à la modernisation du secteur et à la formation des ressources humaines, indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre périodique, placée sous le thème "Le secteur du commerce intérieur, levier d'une économie moderne et transparente", s'est déroulée en présence du Secrétaire général du ministère, des directeurs généraux, des cadres du secteur, des directeurs régionaux, des directeurs du commerce des wilayas, ainsi que des directeurs généraux des organismes sous tutelle. Dans son allocution, la ministre a précisé que cette rencontre constituait une étape importante pour évaluer les efforts du secteur, mesurer l'efficacité des politiques adoptées, traiter les insuffisances et renforcer la coordination entre les différentes structures, soulignant "le caractère stratégique de ce secteur (...) et son rôle clé dans la réalisation des objectifs de développement socio-économique et dans la construction d'un système commercial efficace et transparent".

Elle a ajouté que cette rencontre s'inscrivait dans le cadre de l'évaluation des préparatifs lancés au cours des derniers mois en prévision du mois de Ramadhan, suivant une approche proactive fondée sur la planification et la mobilisation, en vue de renouveler l'engagement au service des citoyens et de garantir la stabilité du marché, à travers l'intensification des efforts visant à assurer un approvisionnement régulier dans toutes les wilayas du pays, et le lancement du réseau des marchés de proximité à travers les différentes wilayas, en tant qu'espaces proches des citoyens, leur permettent de se procurer les produits de base à des prix raisonnables, protégeant ainsi leur pouvoir d'achat.

Après avoir souligné que les marchés de proximité "doivent être, avant tout, un outil efficace de régulation des prix et de réduction du nombre d'intermédiaires, et pas uniquement des espaces de vente", Mme Abdellatif a évoqué les mesures pratiques prises par son secteur pour protéger le pouvoir d'achat des citoyens, dont "la prolongation de la période des soldes d'hiver" et "l'initiative nationale du Conseil du renouveau économique algérien (CREA) visant à réduire les prix durant le mois de Ramadhan, dans le cadre d'un partenariat responsable entre l'Etat et les opérateurs économiques", indique la même source.

La ministre a, par ailleurs, appelé à intensifier le contrôle des activités de restauration rapide et traditionnelle, en coordination avec les laboratoires de la répression des fraudes, afin de garantir la conformité des produits aux normes sanitaires et commerciales, tout en insistant sur les campagnes de sensibilisation à la nécessaire rationalisation de la consommation durant le mois sacré.

Synthèse R E.

SOUS LA SUPERVISION DU GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA

Le deuxième satellite algérien «Alsat-3B» lancé avec succès

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a suivi, samedi, depuis la station terrestre de télédétection, l'opération de lancement du deuxième satellite Alsat-3B qui fait suite à celui d'Alsat-3A, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la poursuite de la consolidation et du développement des capacités nationales dans le domaine de la surveillance spatiale, et en parachèvement de l'architecture du système de surveillance terrestre à haute résolution Alsat-3, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a suivi, ce samedi matin 31 janvier 2026, au niveau de la station terrestre de télédétection, l'opération de lancement du deuxième satellite Alsat-3B", précise la même source.

"A l'entame, et après la cérémonie d'accueil donnée par le Général-major Ali Sidane, Commandant de la 1^{ère} Région militaire, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a suivi des exposés et des explications détaillées sur le satellite Alsat-3B et ce, en présence de Son excellence l'ambassadeur de la République populaire de Chine, du directeur de l'Agence spatiale algérienne et des chefs de départements et des directeurs centraux du ministère de la Défense nationale et de l'Etat-major de l'ANP".

"Le Général d'Armée a ensuite suivi l'opération de lancement du satellite Aalst-3B à 5h 1mn (heure locale) 12h 1mn (Chine) et qui intervient à la suite de la réussite du lancement du satellite Alsat-3A, en date du 15 janvier courant, depuis la base de lancement de Jukun au nord-ouest de la Chine", ajoute le communiqué.

"Cette opération de lancement, la deuxième en son genre en l'espace de moins d'un mois, a été couronnée de plein succès, constituant ainsi un grand exploit, de même qu'une nouvelle étape



dans le processus de construction de l'Algérie nouvelle et triomphante".

"Ensuite, Monsieur le Général d'Armée a prononcé une allocution dans laquelle il a transmis à l'assistance les félicitations et les encouragements de Monsieur le président de la République, qui a suivi de près toutes les étapes de préparation et de mise en œuvre de ce projet qui mérite d'être une source de fierté pour tout le peuple algérien", note le MDN.

"A la suite du lancement réussi du satellite Aalst-3B que nous venons de suivre, ce matin du samedi 31 janvier 2026, qui intervient après celui du satellite Alsat-3A, exécuté le 15 janvier courant, il m'est agréable de vous transmettre les félicitations et les encouragements de Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, qui a accordé un intérêt particulier à ce projet et suivi de près toutes les étapes de préparation et de mise en œuvre de telles réalisations", a déclaré le Général d'Armée Saïd Chanegriha qui a également tenu à adresser, en son nom personnel, "l'expression de ses plus vives félicitations à l'ensemble des intervenants, en les exhortant à mettre à profit les connaissances et les expériences acquises, à même d'assurer une parfaite maîtrise de ces satellites".

"Je tiens également à adresser, en mon nom personnel, l'expression de mes plus vives félicitations aux cadres et personnels de l'Agence spatiale algérienne, ainsi

qu'aux différents services et compétences de l'Armée nationale populaire, qui ont contribué à la concrétisation de ces projets, en exhortant l'ensemble des concernés à mettre à profit les connaissances et les expériences acquises, à même d'assurer une parfaite maîtrise de ces satellites, non seulement en ce qu'il s'agit de l'emploi et du contrôle de leurs composantes, mais aussi en ce qui concerne la poursuite du processus de développement des technologies spatiales en Algérie", a souligné le Général d'Armée.

"Ces grandes réalisations constituent, par ailleurs, une nouvelle étape dans le processus de construction de l'Algérie nouvelle et triomphante, tel qu'en témoigne, à titre d'exemple, ce à quoi nous allons assister demain à Gara Djebilet, à l'occasion de l'inauguration de la ligne ferroviaire reliant Béchar et Tindouf qui contribuera considérablement à l'exploitation de cette importante mine et reflètera ainsi la vraie image de l'Algérie émergente, souveraine dans ses choix et ses décisions", a-t-il poursuivi.

"A l'issue, Monsieur le Général d'Armée a exprimé ses marques de remerciement et de considération à son excellence l'ambassadeur de la République populaire de Chine pour l'engagement sincère accordé par la République populaire de Chine à la coopération avec notre pays, que ce soit pour la concrétisation de cet ambitieux projet ou les différents projets structurants contribuant à l'élan de développement du pays".

TIPASA

Arrestation d'un dangereux criminel recherché pour sept affaires

Un dangereux criminel recherché par la justice pour sept affaires, a été arrêté samedi à Ahmer El Aïn (Tipasa), par les services de la police judiciaire, a indiqué un communiqué de la sûreté de wilaya. Selon le communiqué, la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) d'Ahmer El Aïn (Tipasa) est parvenue,

sur la base d'informations obtenues à l'issue d'enquêtes de terrain, à arrêter un dangereux criminel faisant l'objet de sept mandats d'arrêt pour des affaires graves. Il s'agit notamment d'affaires liées au "trafic d'êtres humains", "trafic de stupéfiants", "coups et blessures volontaires avec usage d'arme blanche", ainsi qu'à l'appartenance à un groupe

criminel et au port d'une arme à feu sans autorisation", a précisé la même source. Après de larges investigations, les éléments de la BMPJ ont réussi à localiser le suspect, avant son arrestation, puis sa présentation devant les instances judiciaires compétentes, selon le même communiqué.

APS